

**2019
75^e ANNIVERSAIRE
DE LA
LIBÉRATION**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1345-1346-1347-Octobre-Novembre-Décembre 2019

FIN 1944... LA VICTOIRE APPARAÎT INÉLUCTABLE



11 novembre 1944, sur les Champs-Élysées, Churchill, De Gaulle, un défilé militaire allié, avec des unités FFI, et le Comité Parisien de la Libération.



Partisans français (prisonniers et STO évadés d'Allemagne) participant au soulèvement National Slovaque.



Signature du Traité d'Alliance et d'assistance mutuelle franco-soviétique.



La 2^e DB libère Strasbourg.

En cette fin 1944, si la date de la Victoire reste incertaine, sa certitude ne fait plus de doute. Le Reich nazi a vu le nombre de ses alliés se restreindre mois après mois: déjà en octobre précédent, après la chute du régime fasciste mussolinien, le gouvernement italien s'était rangé au côté des Alliés, amorçant un processus qui s'est accéléré depuis le début de l'Année 1944.

Le 23 août, le régime fasciste d'Antonescu est renversé en Roumanie, laquelle déclare le 25 août la guerre aux Allemands, qui seront chassés du pays le 5 octobre suivant, le 6 septembre, la Bulgarie change elle aussi de camp et déclare la guerre au Reich, le 19 septembre, la Finlande signe à Moscou un armistice qui met fin à la «Guerre de continuation» avec l'URSS, en Yougoslavie, l'Etat fantoche de Croatie des Oustachis est assiégé par les partisans titistes et, l'autre Etat fantoche, celui de Tisza en Slovaquie est depuis le 29 août le lieu d'une insurrection antifasciste, antinazie, sous la direction du Conseil National Slovaque et à laquelle vont participer, en ayant placé à leur tête le capitaine de Lanurien, plus de 200 Français, 147 prisonniers

échappés des Stalags allemands et 55 civils enfuis du «Service du Travail obligatoire» (STO), auquel ils avaient été livrés par le régime pétainiste; ils eurent 56 tués...

Les forces de l'Allemagne nazie et de ses supplétifs sont en recul dans les Balkans: en Grèce, où le 12 octobre, les Allemands évacuent Athènes, deux jours avant le débarquement des Britanniques, fin octobre tous les Allemands auront quitté le pays, en Albanie voisine, les Allemands sont chassés de la capitale Tirana le 17 novembre, ils vont devoir se retirer du Monténégro...

Sur le Front Est, de Leningrad - dont le siège a été levé au début de l'année le 27 janvier - aux Carpathes et aux rives de la mer Noire, l'Armée rouge est passée à l'offensive, les contre-offensives allemandes - devant Varsovie, insurgée du 1^{er} août au 2 octobre, dans les Pays Baltes... - ne font qu'en ralentir la progression sans l'enrayer. En atteignant le 10 octobre la Baltique près de Memel, elle isole tout un groupe d'armées allemandes en Courlande, le 10 octobre elle chasse les Allemands de Belgrade.

Sur le Front Ouest, les Débarquements alliés du 6 juin en Normandie, du 15 août en Provence, et l'insurrection des groupes urbains de combat et maquis de la Résistance ont conduit à la libération de l'essentiel du territoire français. De Gaulle est entré le 25 août dans Paris libéré, y installant le 31 août le Gouvernement Provisoire de la République française (GPRF), que le 23 octobre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union Soviétique vont reconnaître.

Le 10 décembre, à Moscou, en présence du Général de Gaulle et du maréchal Staline, les ministres des Affaires étrangères soviétique et française, Molotov et Bidault, signent un «Traité d'alliance et d'assistance mutuelle».

Assiégé, le Reich nazi n'est pas encore à terre et lutte pied à pied, dans l'Est de la France, Nancy n'a été libéré que le 17 septembre, Belfort et Mulhouse que le 20 novembre, la 2^e DB de Leclerc, réalisant le serment de Koufra, a libéré Strasbourg le 23 novembre...

Le 16 décembre, la Wehrmacht lance une contre-offensive dans les Ardennes...

HOMMAGE AU COLONEL FABIEN



Comme chaque année depuis décembre 1945, un hommage a été rendu ce 27 décembre par l'ANACR, (qui avait en 1954 pris le relais de l'Amicale des Anciens FTP), sur leur sépulture à Paris au Père-Lachaise, au colonel Fabien (Pierre Georges) et aux membres de son état-major ses compagnons, le colonel Dax (Marcel Paimpaud), les capitaines Katz et Lebon, Gilbert Lavaire (Nicole), tués avec lui le 27 décembre 1944 par l'explosion d'une mine allemande à Habsheim, sur le front d'Alsace.

Etaient présents à cet hommage des représentants de l'Amicale des Anciens du 15-1, de l'ARAC, de l'ACER, de la FNDIRP. La délégation de l'ANACR comprenait Jacques Varin, secrétaire général, Christiane Tardif, membre du Bureau national, Jean-Louis Cortot, et Louis Segrestan, membres du Conseil national. Après avoir entendu l'évocation de la vie de Fabien et le dépôt des gerbes, tous se rendirent sur la sépulture proche de Pierre Villon, vice-président du CNR et ancien président de l'ANACR.

Jacques Varin, Christiane Tardif et Jean-Louis Cortot allèrent ensuite se recueillir sur celle de Louis Cortot.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Archives...
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Le camp du Struthof
- P. 6-7 : Les Portugais dans la Résistance française
- P. 8 : Claude Warocquier
- P. 9 à 18 : le Dossier : Résistantes, guillotines, fusillées...
- P. 1-20-21 : La Résistance moldave
- P. 22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les Livres

IL Y A 75 ANS...

PARIS LIBERE, LE COMBAT CONTINUE...



De Gaulle, Rol et Leclerc... De Gaulle, à la tête du Gouvernement Provisoire qui s'installe à Paris le 31 août 1944 à Paris, va conduire la reconstruction de la France qui s'amorce et affermir sa position au sein des Alliés, sur le plan militaire et politique, Rol va s'attacher à réussir l'amalgame des FFI en assurant leur place dans la nouvelle armée française, Leclerc va bientôt prendre la direction de Strasbourg où, tenant le serment de Koufra, la 2^e DB entrera le 23 novembre 1944.

1945 SERA UNE ANNEE DE COMMEMORATION... DANS LE MOT COMMEMORATION, IL Y A «MEMOIRE»

Le 8 mai 1945, dont nous allons célébrer l'anniversaire en l'année 2020, est l'une des plus importantes dates de l'Histoire. Non parce qu'elle mettait fin à un conflit, plusieurs millénaires en abondent hélas, et le vingtième siècle naissant en avait connu plusieurs, dans les Balkans puis, de 1914 à 1918, avec ce qu'on a appelé la Grande Guerre, qui fit plus de 10 millions de morts – dont 1,4 en France – et 8 millions d'invalides, mais parce qu'elle signifiait non seulement la défaite d'un Etat expansionniste, et l'arrêt de combats meurtriers accompagnés de crimes de guerre ayant déjà fait depuis 1939 plusieurs dizaines de millions de victimes civiles et militaires mais aussi parce qu'elle signifiait la défaite d'une idéologie raciste et génocidaire mortelle pour l'Humanité toute entière.

Car, le conflit qui opposa au fil des années de guerre le régime nazi et ses vassaux à un nombre croissant d'Etats ne fut pas qu'un conflit – «classique» à travers l'Histoire – pour des territoires, des ressources, des marchés, motivations caractéristiques des affrontements notamment entre impérialismes expansionnistes. Il eut, dès le départ cette dimension particulière que lui conféra l'idéologie raciste du nazisme qui, à ces motivations classiques de l'impérialisme, ajouta les concepts de supériorité de la race aryenne et conséquemment d'infériorité de toutes les autres, vouées à la subordination, à l'esclavage et même à l'extermination, *Mein Kampf* avait à cet égard été explicite. Ce qui fait que, dès le déclenchement de la guerre en septembre 1939, l'affrontement initial entre la France et la Grande-Bretagne avec le Reich n'était pas un «simple» conflit inter-impérialiste mais avait une dimension antinazie, antifasciste, qui motivera les peuples à s'engager dans la lutte aux côtés des armées Alliées devant lesquelles le Reich nazi capitula le 7 mai à Reims et le lendemain 8 mai 1945 à Berlin.

Les régimes abominables que furent le nazisme, le fascisme italien et le militarofascisme japonais vaincus, les idéologies monstrueuses qui les sous-tendirent, mises en évidence de par la révélation aux yeux du monde entier lors des procès de Nuremberg ou de Tokyo des crimes de masse, génocidaires dont elles se rendirent coupables, l'on pouvait penser – du moins espérer – en avoir fini avec cette barbarie.

Or, il resta en place, en Europe, dans la Péninsule ibérique, arrivé au pouvoir grâce à l'appui meurtrier d'Hitler et Mussolini, le régime franquiste qui assassina, tortura, emprisonna et fera disparaître plusieurs centaines de milliers de personnes ; et ce malgré une résolution de l'ONU (n°4 du 29 avril 1946) qualifiant son régime de «*gouvernement fasciste imposé par la force au peuple espagnol*». Au Portugal voisin resta en place celui de Salazar qui, le 4 mai 1945, à l'annonce de la mort d'Hitler, avait envoyé à Berlin un télégramme de condoléances, fait mettre les drapeaux en Berne et décrété une demi-journée de deuil national... ! Salazar mourut dans son lit en 1970, et Franco dans le sien en 1975. Il est vrai que le Portugal avait intégré dès 1949 l'OTAN, l'alliance militaire occidentale censée défendre le «monde libre» contre la menace communiste, l'Espagne franquiste avait signé en 1953 avec les États-Unis un traité leur octroyant 4 bases sur le sol espagnol...

La Guerre froide, les guerres coloniales, seront aussi un contexte tout à la fois favorable aux grâces et remises de peine pour les anciens serviteurs des régimes nazi et fasciste, voire à leur réemploi y compris dans des fonctions répressives, et favorable au renouveau de l'extrême-droite fascisante. Ce renouveau, l'on a pu le constater dès les lendemains de la Guerre, même si pendant les trois décennies qui la suivirent les forces d'extrême-droite restèrent – si l'on excepte la dictature grecque des colonels de 1967 à 1974 – pour l'essentiel groupusculaires, le souvenir de leurs trahisons durant les années noires de la Guerre et de l'Occupation restant très présent dans la mémoire de celles et ceux qui en ont été les contemporain(e)s.

Mais, les années ayant passé, les témoins directs de cette réalité du fascisme historique et les acteurs du combat antifasciste se sont faits hélas chaque année moins nombreux et les discours antidémocratiques, xénophobes raciste, reprenant ceux des fascistes de l'entre-deux guerres et de la Guerre, allant même jusqu'à la leur réhabilitation, trouvent un écho dans des couches ignorantes de l'Histoire allant s'élargissant, notamment dans la Jeunesse... De cela témoignent les scores de l'extrême-droite en France et en Europe.

Cela souligne la nécessité de faire que la commémoration du 8 mai 1945 ne soit pas seulement que le nécessaire hommage aux sacrifices du passé, mais soit aussi un moment de transmission de la mémoire de ces sacrifices, des valeurs humanistes, patriotiques et démocratiques dont furent porteurs les Résistantes et Résistants qui menèrent les combats contre le fascisme. C'est ce à quoi notre Journal s'emploie.

NATZWZEILLER-STRUTHOF, UN CAMP DE CONCENTRATION EN ALSACE ANNEXÉE

Après l'Armistice du 22 juin 1940, l'Alsace et la Moselle vont être de fait annexées à l'Allemagne, des fonctionnaires du Reich sont nommés pour diriger les administrations aux lieux et place des Français, la législation allemande y remplace la française, l'usage du français est interdit, le reichsmark remplace le franc, les structures politiques et répressives du régime nazi mises en place. À partir de 1942, les Alsaciens et les Mosellans seront appelés au service militaire obligatoire dans la Wehrmacht.

LE SYSTEME CONCENTRATIONNAIRE

Sur le plan économique, les biens industriels stratégiques sont spoliés et transférés à administrations et firmes privées allemandes, intégrés à l'économie du Reich, qui dès avant-guerre a exploité la main-d'œuvre des camps de concentration, dont le 1^{er} fut ouvert en 1933, quelques semaines après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, pour y interner les opposants (communistes, socialistes, démocrates, syndicalistes...); des camps placés sous l'autorité de la S.S. qui en fournit les gardes.

Heinrich Himmler, chef de la Gestapo, de la police et *Reichsführer SS*, décida en 1938 de créer une entreprise minière SS, la *Deutsche Erd-und Steinwerke* (DEST), ayant vocation d'exploiter sous l'autorité de l'Office central de l'Administration économique de la SS (WVHA), la main-d'œuvre déportée dans des camps qui vont être ouverts à proximité des mines et carrières, comme cela va être le cas à Mauthausen ou Flossenbürg.

Initialement destinés aux opposants allemands, ces camps de concentration, qui vont se multiplier sur le territoire initial du Reich de 1938, vont essaimer dans les nouveaux territoires qui vont y être intégrés au gré de ses conquêtes politiques (Autriche, Sudètes) et – après 1939 – militaires, tels l'ouest de la Pologne et, après 1940, l'Alsace-Lorraine. Vont y être internés les opposants aux nazis originaires des territoires annexés mais aussi des territoires sous le contrôle militaire du Reich tels la Belgique, les Pays-Bas et... la zone nord et ouest de la France.

C'est ainsi qu'au lieu-dit le Struthof, sur le Mont Louise, une station touristique renommée du Bas-Rhin depuis le début du XX^e siècle, fréquentée avant-guerre par les Strasbourgeois, va être choisie pour l'implantation d'un camp de concentration. Non pour ses

pistes de ski mais parce qu'à proximité y a été découvert en septembre 1940 par un géologue SS un filon de granit rose, dont les Allemands vont décider l'exploitation.

L'OUVERTURE D'UN CAMP...

Les premiers déportés arrivés sur le site, pour y construire les infrastructures minières ainsi que, sur les flancs du Mont Louise, les baraquements pour la main-d'œuvre concentrationnaire et la garde SS, provenaient du camp de Sachsenhausen par deux convois les 21 et 23 mai 1941; le camp souche, achevé en octobre 1943, fut déclaré alors zone interdite.

Le KL-Natzweiler va être, assisté d'un adjoint, dirigé par un *Lagerkommandant*, dont le plus «célèbre» va être Josef Kramer, muté au camp de Bergen-Belsen avant la fin de la guerre¹. Sous leurs ordres, 80 officiers, sous-officiers et hommes de troupes SS; environ 250 y furent affectés jusqu'à la liquidation du camp. Comme dans tous les camps de concentration, l'administration SS faisait aussi appel au concours de détenus permettant d'alléger les effectifs de la garnison.

Le KL-Natzweiler va être le lieu de plusieurs séries d'expériences pseudo-«médicales» menées dans le cadre des travaux de l'université du Reich (*Reichsuniversität*), à Strasbourg, et de l'administration SS de recherche et d'enseignement l'*Ahnennerbe* («Héritage ancestral»), à caractère racial, créée en 1935 et directement rattachée à Himmler.

Ces «expériences» vont être menées sous la direction d'authentiques scientifiques tels August Hirt, professeur d'anatomie de renommée internationale, d'Otto Bickenbach, professeur de médecine, spécialiste des gaz de combat, d'Eugen Haagen, virologue, découvreur d'un vaccin contre le typhus inscrit pour cela sur la liste des candidats au prix Nobel de médecine en 1936.

Hirt procéda à des expériences sur l'ypérite – gaz moutarde – et projeta de constituer une collection de squelettes à partir des corps des 86 Juifs déportés d'Auschwitz, qui fut retrouvée à Strasbourg après guerre; Bickenbach mena des expérimenta-

tions sur le gaz phosgène, et Haagen poursuivit ses travaux sur les effets du typhus; d'autres eurent lieu sur la vision, la stérilisation de femmes. Tous travaux qui conduisirent ces scientifiques à demander à l'administration SS du «matériel humain» pour leurs expériences, cobayes dont beaucoup succomberont aux traitements subis, d'autres étant préalablement assassinés pour des prélèvements d'organes ou de squelettes; ou postérieurement aux expériences, pour en étudier par autopsie les effets.

Dans le cadre de ces expérimentations de la «médecine» nazie, une chambre à gaz fut aménagée en contrebas du KL-Natzweiler dans la salle des fêtes de l'auberge du Struthof, où une petite pièce de 9 m² fut transformée à cet effet en août 1943.

Du 11 au 19 août 1943, 86 déportés juifs provenant du camp d'Auschwitz y sont gazés pour établir la collection de squelettes du professeur August Hirt, devenu directeur de l'Institut d'anatomie de l'Université du Reich de Strasbourg. La chambre à gaz sera aussi utilisée par Otto Bickenbach pour l'étude d'un traitement contre le gaz de combat phosgène (traitement à base d'urotropine). Quarante-quatre déportés, dont des Tsiganes, y serviront de cobayes lors de deux séries d'expérimentation.

LES ASSASSINATS DE RESISTANTS...

Des réfractaires à l'incorporation de force dans la Wehrmacht, tels les treize jeunes de Ballersdorf, seront assassinés le 17 février 1943, les 11 membres de la filière luxembourgeoise d'évasion seront exécutés le 19 mai 1944. Andrée Borrel, Sonia Olschanezky, Vera Leigh et Diana Rowden, agents du SOE, parachutées en France, arrêtées et transférées en mai 1944 à la prison de Karlsruhe en Allemagne, sont envoyées le 6 juillet 1944 au KL Natzweiler et assassinées à leur arrivée par injection de phénol, leurs corps étant immédiatement incinérés dans le crématoire. Les 35 maquisards du Groupe mobile Vosges-Alsace, et les 106 membres du réseau Alliance seront exécutés les 1^{er} et 2 septembre 1944.

L'évacuation du camp a lieu les 2 et 4 septembre, 5 518 détenus étant transférés à Dachau, où ils seront rejoints le 20 septembre par 401 autres détenus. Ils seront rapidement transférés dans les camps annexes du KL-Natzweiler, sauf dans ceux situés à l'ouest du Rhin, eux aussi évacués

¹ Cinq commandants SS se succéderont à la direction du Struthof. Josef Kramer sera condamné à mort après sa capture par les Britanniques et pendu le 13 décembre 1945. Les médecins Otto Bickenbach et Eugen Haagen furent condamnés à 20 ans de prison le 15 mai 1954 et libérés... l'année suivante. Le 2 juin 1945, s'étant caché depuis la fin de la guerre, August Hirt se suicida.



Les camps de Natzweiler-Struthof, avec le four crématoire.

face à la poussée alliée (ce qui concernera environ 5 000 autres déportés). Les 16 derniers détenus quitteront Natzweiler le 22 novembre 1944, avec les derniers SS de la garnison. Le 25 novembre une patrouille du 7^e régiment de la 3^e D.I. américaine arrivera dans le premier camp de concentration à l'Ouest de l'Europe, quatre mois après l'entrée à l'Est de l'Armée rouge dans le camp de Lublin-Majdanek...

L'UN DES PLUS MEURTRIERS

52 000 personnes – dont près de 2000 femmes – originaires de toute l'Europe sous domination nazie auront été déportées au camp de Natzweiler-Struthof et dans ses camps annexes (dont 35 % de Polonais, 25 % de Soviétiques, 14 % de Français), notamment des déportés *Nacht und Nebel*. Près de 22 000 y périront – du fait des conditions de travail épuisantes pour l'extraction du granite, la construction d'équipements militaires dans cette usine souterraine –, tel le 13 juin 1944, le général Aubert Frère, fondateur de l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.), des sévices des SS, des exécutions par balle ou pendaison, notamment pour rébellion, des assassinats programmés, des expériences «médicales» nazies ; ce qui a fait du Struthof, l'un des camps les plus meurtriers du système concentrationnaire nazi.

LE CAMP DE THIL

Le camp de Thil, initialement désigné sous le nom de «camp de travail de Erz Thil-Longwy» (*Kommando Erz von Longwy-Thil*), qui a fonctionné du 10 mai 1944 à septembre 1944 et est situé en Meurthe-et-Moselle près de Villerupt, est en fait un Kommando ex-

térieur (*Aussenlager*) du camp du Struthof ; ce qui en fait de fait le seul camp de concentration situé en territoire français certes occupé mais non annexé.

C'est dans les mines de fer désaffectées de Tiercelet à Thil, dont les galeries de 250 000 m² s'enfonçant à 100 m sous terre avec un accès à l'horizontale que – après les bombardements les 17 et 18 août 1943 du site – notamment d'essais de fusées, d'avions de Peenemünde, sur la côte de la Baltique – la société «Volkswagen» décida d'aménager une usine souterraine.

Camouflée comme étant la continuation de l'activité de l'ancienne mine française, sous le nom de «*Minette GmbH*», elle devait produire des «V1», des équipements pour les avions «Junker88» et des cellules pour le «Focke Wulf 184».

Dès avril 1944, 500 prisonniers de guerre italiens et polonais avaient été dirigés sur le site, avant d'être suivis – Thil fut placé sous le contrôle de l'administration des camps de concentration – par l'arrivée en mai de 300 déportés venant d'Auschwitz, le 21 mai un deuxième convoi de 300 personnes arriva de Peenemünde, un troisième de 63 personnes depuis Natzweiler-Struthof, le 20 juin, 500 d'Auschwitz, 300 de Fallersleben.

Des machines-outils y furent envoyées de Fallersleben, d'autres furent achetées chez Peugeot à Montbéliard.

Dans les faits, l'usine ne sera jamais opérationnelle, étant évacuée du 1^{er} au 3 septembre 1944, à l'approche des avant-gardes américaines.

Abandonnant les machines-outils et d'autres matériels, les nazis exécutèrent lors de leur départ des détenus, ceux venant de Peenemünde, les Juifs... ; les autres étant envoyés à Buchenwald, à Dora ou dans une ancienne mine d'asphalte, à Holmindaen.

LE CAMP DE SCHIRMECK

Pendant la «Drôle de Guerre» (septembre 1939-mai 1940) fut édifié dans une vallée de la petite commune de Schirmeck (1800 h), dans le Bas-Rhin, un petit camp de six baraques destiné à des évacués de la ligne de front.

La défaite française consommée en juin 1940, le Bas-Rhin fut, comme le

Haut-Rhin annexé de fait au Reich nazi et incorporé au Gau de Bade-Alsace.

Robert Wagner, le Gauleiter, et le chef du Service nazi de sécurité (SD), décidèrent d'implanter à partir du 2 août 1940 sur le site un «camp de sûreté» – de fait de représailles, le «*Sicherungslager Vorbruck-Schirmeck*»².

Placé sous le commandement du SS-Hauptsturmführer Karl Buck³ qui restera à sa tête pendant toute la durée de son fonctionnement en montrant une grande brutalité, le camp de Schirmeck est un camp de «rééducation» pour Alsaciens – Lorrains «récalcitrants» à la nazification de l'Alsace et de la Moselle ; 10 000 d'entre eux passeront dans le camp pour des durées de quelques jours à quelques mois. En théorie, ces détenus devaient être libérés à l'issue de leur peine, tels ces 106 jeunes gens de Hochfelden, arrêtés pour avoir célébré publiquement le 14 juillet 1941.

D'autres n'eurent pas cette chance : 78 furent exécutés à Schirmeck, plusieurs centaines furent envoyés pour y être assassinés au KZ Natzweiler-Struthof, situé à 6 km de là, et que les détenus de Schirmeck avaient construit.

Schirmeck fut aussi un camp de transit vers les camps de concentration. Y furent détenus des Juifs, des Russes, des Polonais, des politiques, des ecclésiastiques...

En septembre 1942, le camp comptait 1 400 détenus, dont 400 femmes ; au total, environ 25 000 personnes auraient été détenues au camp. En dépendaient deux annexes situées de l'autre côté du Rhin au Pays de Bade, à Gaggenau, près de Rastatt, et Haslach, près de Fribourg-en-Brisgau., vers lesquelles furent évacués à partir du 25 août 1944 les détenus du camp de Schirmeck, dont la libération eut lieu le 22 novembre 1944. Les évacués à Gaggenau et Haslach n'étant libérés qu'en mars 1945 par la progression alliée dans le sud de l'Allemagne.

² Vorbruck, germanisation de la commune de la Brocque, limitrophe de Schirmeck, avec laquelle – et deux autres – elle sera fusionnée dans le «Gross-Schirmeck».

³ Karl Buck fut condamné à mort par le tribunal militaire britannique de Wuppertal en 1946, par le tribunal militaire de Rastatt en 1947, par celui de Metz en janvier 1952 et – ce jugement ayant été cassé – aux travaux forcés à perpétuité par le Tribunal de Paris en juillet 1953. Ce en quoi il sera libéré le 6 avril 1955 et extradé vers la République Fédérale Allemande, où il décédera de mort naturelle à 82 ans en 1977.

LES KOMMANDOS EXTERIEURS

78 Kommandos extérieurs dépendirent du Struthof, en Alsace-Moselle (Colmar, Obernai, Hayange, Mulhouse, Metz, Strasbourg...), mais aussi en Allemagne, notamment dans la vallée du Neckar (Neckarelz...)

En septembre 1944, plus de 20 000 détenus étaient dans ces camps annexes.

LES PORTUGAIS DANS LA RESISTANCE FRANCAISE

Les relations de la France avec le Portugal sont anciennes, ayant souvent eu un caractère conflictuel dans le cadre de rivalités coloniales, en Amérique, où les projets de «France Equinoxiale» et de «France Antarctique» sur les côtes de l'actuel Brésil, dans la Baie de Guanabara et la Région de Rio de Janeiro, se confrontèrent à l'expansion des implantations portugaises déjà présentes dans la Région, en Afrique sur la côte guinéenne et dans le bassin du Congo, où la pénétration française se heurta à la présence portugaise en Angola, en Asie notamment en Inde, dans la région indochinoise.

L'autre période de tension entre les deux pays eut lieu au début du XIX^e siècle, sur le territoire même du Portugal, lorsque la volonté de Napoléon d'établir un Blocus continental isolant strictement la Grande-Bretagne le conduisit, après avoir pris militairement et avec difficulté le contrôle de l'Espagne, à décider de faire de même avec le Portugal, dont les liens avec l'Angleterre étaient anciens.

Ainsi, entre 1801 et 1811 plusieurs armées espagnoles et françaises sous le commandement de Junot, qui y gagna le titre de duc d'Abrantès, de Soult, de Masséna, de Ney tentèrent sans succès de pérenniser un contrôle du pays, dont le souverain s'était réfugié au Brésil.

Au 19^e siècle, si des rivalités persistèrent dans l'Espace colonial, elles s'atténuèrent en Europe, le Portugal étant préoccupé par la reconstruction du pays dévasté par plus d'une décennie de guerres sur son sol, et par l'affrontement entre libéraux et conservateurs quant à l'avenir des institutions du pays ; lequel va connaître une succession de coups d'Etat, de soulèvements militaires, de guerres civiles, qui vont déboucher en octobre 1910 sur la proclamation de la République, qui sera agitée dès sa naissance par des soubresauts conduisant nombre d'hommes politiques et d'intellectuels sur les chemins de l'exil ; notamment en France où le nombre de Portugais y résidant avant 1914 ne dépassa pas le millier. Une situation qui va changer avec le déclenchement de la 1^{re} Guerre mondiale...

Le 24 février 1916, les autorités portugaises, à la demande de Londres, prennent le contrôle de 70 bateaux allemands et austro-hongrois mouillant dans ses ports, ce qui conduit Berlin à déclarer le 24 février 1916 la Guerre au Portugal, dont l'entrée en guerre aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne sera effective en avril 1916.

AU COTE DE LA FRANCE

De premières troupes portugaises, après avoir suivi en Grande-Bretagne un entraînement à la guerre de tranchées et à la défense anti-gaz, vont débarquer en France en février 1917 via le port de Brest. Et, une convention militaire franco-portugaise, signée en mai 1917, conduit à l'en-

voi en France d'un Corps expéditionnaire portugais constitué de 26 000 hommes – «O Corpo Expedicionario Português» – qui, à l'exception d'un corps d'artillerie mis à la disposition de l'armée française, va être associé à l'armée britannique sur le Front des Flandres, entre la vallée de la Lys et la ville de la Bassée.

Il aura à y faire face, le 9 avril 1918, à l'offensive allemande qui le bousculera, perdant plus de 600 tués et 6 500 prisonniers. Par la suite, il accompagnera à l'été 1918 les forces britanniques lors de leur offensive en Belgique.

Au total, les Portugais auront perdu à la fin du conflit plus de 2 000 tués et disparus, (d'autres chiffres évoquent jusqu'à 7 000 victimes), eu 5 600 blessés et 6 900 prisonniers. Le Traité de paix accordera au Portugal le Triangle de Qionga au Mozambique, repris à l'ex-Afrique orientale allemande (Tanganyika).

Le souvenir de la participation des Portugais à la Grande guerre sur le sol français est perpétué par le cimetière militaire portugais de Richebourg-Lavoué (Pas-de-Calais), inauguré solennellement le 10 novembre 1928 et où,

jusqu'en 1938, seront rassemblés les restes de 1831 soldats portugais tombés en France ; un monument sera aussi inauguré dans le village voisin de la Couture. Déjà, le 14 juillet 1918, alors que la guerre continuait, le Conseil municipal de Paris avait donné à l'Avenue de Sofia le nom d'«Avenue des Portugais»

Parallèlement à son effort militaire, le Portugal avait signé avec la France le 28 octobre 1916 un accord, renouvelable annuellement et prévoyant, avec le concours d'un agent du gouvernement français positionné à Porto, le recrutement de 10 000 travailleurs pour l'agriculture et l'industrie françaises manquant de bras du fait de la mobilisation. Le succès fut limité, le chiffre de 10 000 n'étant pas atteint.

De plus, en mai 1918, sur le total de 13 800 travailleurs portugais venus en France dans ce cadre, 7 500 avaient demandé leur rapatriement et un peu plus d'un millier de ceux restés n'avaient signé qu'un engagement de six mois, les immigrants étant rebutés par la dureté des travaux des emplois de manutention et terrassement ainsi que par l'impossibilité de changement de travail et de résidence.

COMMUNAUTE EN FORMATION

Pour autant, une part notable de ces travailleurs portugais ainsi que des mili-

taires du Corps expéditionnaire portugais décideront de rester en France à la fin de la Guerre et, faisant souvent venir leurs proches, seront à l'origine de la formation d'une communauté portugaise permanente, qui passera de 10 000 personnes en 1921 à 29 000 en 1926 et à 50 000 en 1932. A l'émigration essentiellement de main-d'œuvre du début des années vingt viendra s'adjoindre une autre de réfugiés politiques, républicains, leaders politiques et syndicaux, quittant leur pays à la suite des coups d'Etat militaires de 1926 et 1927.

Ce phénomène s'accroîtra avec l'avènement en 1932 de la dictature salazariste, dont l'*Estado novo* s'inspirera du fascisme mussolinien, s'appuyant sur une redoutable police politique inspirée de l'OVRA Italienne, la *Policia de Vigilancia et Defesa do Estado*.

Les travailleurs portugais formeront des communautés dans le Sud-ouest, en Région parisienne, dans le Nord-Pas-de-Calais, la Somme, le Cher, la Marne, la Loire et l'Isère. Relativement peu travailleront dans l'agriculture, la plupart formant une main-d'œuvre de base dans les industries métallurgiques, chimiques, les carrières, les tuileries. A Roubaix fut particulièrement appréciée dans l'industrie textile l'arrivée d'ouvriers portugais venant des deux grandes régions textiles de leur pays, Guimaraes au nord-ouest et Covilha au centre-est.

La crise économique mondiale, née en 1929 aux Etats-Unis, va toucher la France à partir du début des années trente et restreindre les conditions d'accueil des étrangers. Ce qui incitera de nombreux émigrés à retourner – plus ou moins volontairement, les chômeurs sont expulsés – dans leur pays d'origine : ainsi, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, de ce fait mais aussi d'un nombre notable de naturalisations, il n'y a plus que 28 000 Portugais dans notre pays.

Des émigrés portugais en France vont s'investir dans des organisations politiques, syndicales et sociales françaises. Ce sera le cas d'ouvriers qui rejoignent par exemple la CGTU, qui éditait dans le cadre de la M.O.E un bulletin en portugais, et qui seront parfois victimes de la répression : en 1930 cinq Portugais des Bâtignolles, à qui l'on reproche leur «tendance à suivre les exhortations des chefs communistes» et à chercher à drainer les 350 employés que compte l'entreprise vers la CGTU, sont expulsés ; d'autres subiront le même sort.

D'autres vont fonder des associations ou organisations spécifiques, tournées vers la patrie d'origine : ce sera le cas des réfugiés politiques – tels l'ancien premier ministre José Domingues dos Santos ou l'ancien négociateur portugais à la Conférence de la Paix à Versailles, Afonso Costa – qui vont fonder en 1927 la «*Liga de Defesa da Republica*» appelée «*Liga de Paris*».



Le monument de La Couture

En février 1936, en Espagne, le *Frente Popular* qui rassemble partis de gauche et de centre gauche triomphe aux élections législatives, avant qu'il en soit de même en France pour le «Front populaire» en avril-mai suivant. Le 18 juillet, l'insurrection de généraux, dont Franco va bientôt prendre la tête, débute la Guerre civile espagnole. Les insurgés vont recevoir l'appui militaire d'Hitler, Mussolini, et Salazar, lequel va faire du Portugal une base arrière de transit à destination de la zone insurgée, et qui va envoyer près de 20 000 «volontaires», les «*Viriatos*», combattre aux côtés des Franquistes.

Du monde entier, des antifascistes vont se porter au secours de la République espagnole agressée, ce seront les «Brigades internationales». La France sera le pays d'origine de milliers de Brigadistes mais aussi le pays de regroupement avant leur passage en Espagne de milliers de volontaires issus de dizaines de pays.

Parmi eux des Portugais, notamment des immigrés présents en France où, début 1937, se crée un «*Comite de Accao*» en vue de former un «*Frente popular portuguesa*», dont l'organe sera l'hebdomadaire «*Unir*» qui appellera à se solidariser avec la République espagnole.

DANS LE COMBAT ANTIFASCISTE

Plusieurs centaines de Portugais se porteront au secours de la République espagnole intégrant diverses formations, dont 134 au sein des Brigades internationales, tels, immigrés portugais en France, Antonio Monteiro, âgé de 40 ans, qui demeurait 10 rue du Dr. Dangevin à Montreuil, et qui arriva en Espagne le 21 novembre 1936, en même temps qu'Arnaldo Fernandez, qui demeurait 80 avenue Victor Hugo à Choisy-le-Roi. Francisco Cabral, membre de la CGT et du PCF depuis 1936, qui habitait à Issy-les-Moulineaux, arriva en Espagne le 10 février 1938 et combattit sur le front d'Aragon. José Leal, demeurant à Houilles, parti en Espagne, y sera tué le 16 décembre 1937 sur le front de Madrid. Antoine Ferreira-Dias, né en 1901 à Braga, naturalisé français, fut volontaire en Espagne du 9 février 1938 au 29 janvier 1939, rejoignant la 1^{re} compagnie du Bataillon Paul Vaillant-Couturier de la 14^e Brigade internationale, il intégrera, la période de l'Occupation venue, la Résistance française.

Lors du retrait des Brigades internationales et de la *Retirada* des forces républicaines espagnoles début 1939, des volontaires portugais seront internés dans les camps français tels celui d'Argelès, où ils éditeront le 1^{er} mars 1939 sur 4 pages le premier numéro du *Boletim do Grupo português* ; la présence de 349 internés portugais sera aussi attestée dans le camp de Gurs. D'autres Portugais seront internés au Vernet d'Ariège.

Début septembre 1939, la France, aux côtés de la Grande-Bretagne, est en guerre avec l'Allemagne nazie suite à son agression contre la Pologne. Plusieurs centaines d'émigrés portugais – dont d'anciens brigadistes – vont s'engager

dans les régiments de marche des volontaires étrangers, dont le 22^e, créé le 24 octobre 1939 qui combattra dans la Région de Péronne le 24 mai 1940. Faits prisonniers lors de cette bataille, une douzaine de Portugais seront internés au Stalag VII A à Moosbourg en Bavière. Fin 1940, Une centaine de Portugais de l'Armée française (notamment 21^e, 22^e, 23^e RVME) seront recensés dans divers stalags allemands.

Des émigrés restés civils vont être cependant mobilisés dans des «Compagnies de travailleurs étrangers», telle la 251^e, que les autorités militaires appelleront la «Compagnie portugaise».

La défaite française sera consommée le 22 juin 1940, l'Armistice divisera la France en deux, et le gouvernement français devra quitter Bordeaux pour se replier à Vichy.

A Bordeaux, puis Bayonne et Hendaye, le Consul du Portugal, Aristides de Souza Mendès, aura, jusqu'à l'arrivée des Allemands à la frontière espagnole et à l'encontre des instructions de son gouvernement, délivré des visas à destination du Portugal, qui auront permis à une trentaine de milliers de personnes, dont une dizaine de milliers de Juifs, d'échapper à la capture par les nazis. Il sera très durement sanctionné, Salazar lui reprochant d'avoir fait passer sa conscience avant ses obligations de fonctionnaire...

Le Régime dit de l'Etat français que, le 10 juillet 1940, Pétain installe à la faveur de la défaite, va être idéologiquement proche du régime franquiste et du Régime salazariste portugais. Lequel maintiendra cependant un double jeu qui lui permettra de garder des relations avec la Grande-Bretagne : Lisbonne sera une destination de transit permettant de la rejoindre, ainsi que le fera Jean Moulin en septembre 1941.

AUX COTES DES RESISTANTS FRANCAIS

Tant en Zone nord qu'en Zone sud, des immigrés portugais vont, eux, faire le choix du combat antifasciste aux côtés des Résistants français, dont ils partageront souvent le sort tragique : René de Oliveira, âgé de 20 ans, fut arrêté en mai 1942 pour son activité clandestine et fut fusillé le 21 septembre suivant à Bouges. José dos Santos, domicilié à Divion, Pas-de-Calais, engagé dans les FTPF, fut arrêté par la police française le 13 août 1942 pour menées communistes et détention d'armes, il fut condamné à mort le 22 octobre 1942 par le Tribunal militaire allemand d'Arras et fusillé dans les fossés de la citadelle le 4 novembre 1942.

Luis Ferreira, ancien brigadiste, fut interné à Eysses le 15 octobre 1943, transféré le 23 mai 1944 au camp de Noé avant d'être déporté à Dachau.

Santos Ferreira fut condamné à mort le 31 août 1943 par le Tribunal militaire allemand de Bourges. Antonio Baltazar, qui avait participé à la reconstitution clandestine du Parti communiste aux Ateliers de

Vauzelles et avait été arrêté le 28 décembre 1940, puis interné au camp de Rouillé dans la Nièvre, dont il s'était évadé le 4 janvier 1944 et était entré aux FTP le 7 janvier suivant, fut abattu le 19 mai 1944 à Veaugues dans le Cher lors d'un contrôle allemand ; Manoel de Azevedo, appartenant à l'Armée secrète et au Corps franc Pommiès, fut exécuté sommairement le 1^{er} juin 1944 par la *Das Reich* à Caylus dans le Tarn-et-Garonne

Louis Da Silva, mouleur domicilié à Revin, volontaire au maquis des Ardennes, tomba le 13 juin 1944, Manoel Freire, soudeur à l'arc, présent en France depuis 1922, trésorier de la Fédération des Emigrés portugais, proche des communistes, dissoute en 1939, arrêté en décembre 1943, transféré au camp de Rouillé dans la Vienne, le 6 mai 1944, libéré par une action du maquis FTPF de Saint-Sauvent qu'il rejoignit, tomba dans ses rangs lors d'une attaque allemande le 27 juin, il reçut la mention « Mort pour la France » et le titre d'interné-résistant.

Antonio De Abreu, cultivateur dans l'Yonne, entré au «Groupe Bayard» lié à Libération-Nord et au réseau Buckmaster fut blessé à mort le 26 août 1944 à Joigny. Gaspar Barbosa, bucheron dans la Creuse, Résistant FTPF de 34 ans, tomba le 24 août 1944 lors de la bataille de Libération de Montluçon.

Emidio Guerreiro, exilé en Espagne après l'arrivée de Salazar au pouvoir au Portugal, combattant dans les rangs républicains en Espagne puis réfugié en France où il contribua à fonder en mai 1937 la *Federacao dos Emigrantes Portugueses em Franca*, avait été interné un temps au camp d'Arles-sur-Tech, s'en était évadé, avait rejoint le Tarn-et-Garonne où il finira la Guerre avec le grade de capitaine dans un maquis du département. Après-guerre, il sera professeur de mathématiques dans plusieurs lycées parisiens Jean-Baptiste-Say, Janson-de-Sailly, Paul-Valery, et ne rentrera qu'après la Révolution des œillets au Portugal, où il décédera à 106 ans en 2005.

Car le Régime de Salazar, qui avait maintenu des relations diplomatiques et économiques fructueuses avec le Reich durant toute la Guerre, et envoyé trois à 400 *Viriatos* intégrés à la Division franquiste *Azul* combattre sur le front Russe contre l'Armée rouge, et qui, à l'annonce le 4 mai 1945 de la mort d'Hitler, avait envoyé un message de condoléances à Berlin, fait mettre les drapeaux en Berne et décrété une demi-journée de deuil, se perpétuera encore trois décennies après la Guerre, ayant au 4 avril 1949 intégré à sa formation l'OTAN. A la même époque, le Gouvernement français interdira les organisations démocratiques portugaises en France, y compris celles issues de la Résistance...

Une quarantaine de Portugais avaient aussi rejoint les Forces françaises libres, tel Antonio Alves au Liban qui engagé au Liban en 1941 combattra dans les rangs de la DFL, de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère.

CLAUDE WAROCQUIER



Fils de Léon Warocquier, télégraphiste, employé des Chemins de fer, et de Mélanie Jandos, sans profession, Claude Warocquier, né le 23 août 1923, est l'aîné de trois enfants.

Il fait ses études à l'école libre du Sacré-Cœur à Calais, puis au pensionnat de La Malassise à Saint-Omer de 1935 à 1937. Élevé dans des sentiments chrétiens, il adhère à 15 ans à la *Jeunesse ouvrière chrétienne* (JOC). Revenu à Calais, il entre en apprentissage pour s'initier au métier de tourneur fraiseur.

Patriote, il entra en lutte contre les Allemands dès leur arrivée, l'un des premiers à être dans un esprit de résistance : à peine âgé de 17 ans, avec d'autres jocistes, il aide, en leur procurant des vêtements civils, des soldats et officiers belges cachés à Calais à échapper à la capture par les Allemands.

Sous le pseudonyme de «Edmond» il collecte des renseignements sur les forces allemandes, leurs installations et l'activité des chantiers navals de Calais, Boulogne et Dunkerque, les transmettant à l'un des officiers belges, Edmond Degrève, ancien commandant du Port de Gand.

En octobre 1940, son père ayant obtenu un changement d'affectation aux chemins de fer, pour la gare de triage de la Chapelle à Paris, la famille partit résider dans un petit pavillon de la Région parisienne, à Groslay (Seine-et-Oise, Val-d'Oise). Claude Warocquier, après un emploi chez un propriétaire terrien, entra également en 1942 aux chemins de fer, comme plombier-zingueur au service d'entretien de la gare de Persan-Beaumont.

L'ENTREE EN RESISTANCE

Dès l'été 1941, il dessine des croix de Lorraine sur les murs de Groslay. Et, avec sa sœur Madeleine, avec un groupe de 24 jocistes de Groslay, il va participer à des réunions patriotiques autour du curé de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul, l'abbé Patouelle. Les Jocistes de Groslay sont en contact avec le mouvement «Valmy». Sous l'école libre, un souterrain est creusé, dans lequel sont cachées des armes.

En novembre 1942, il participe, salle de la Mutualité à Paris à une manifestation – qui prend des accents patriotiques – de la J.O.C., avec la participation du chanoine belge Cardijn

(arrêté un temps par la Gestapo, et futur cardinal).

Début 1943, Claude Warocquier se retrouva isolé après la subite arrestation de ses chefs. Entré dans le réseau Lorraine, il s'en écarta à la suite d'arrestations, et, entra chez les «Francs-tireurs et partisans français» (FTP)

le 17 mars 1943, au groupe «Jean-Jaurès», actif en banlieue nord et qui deviendra en février 1944 la compagnie «Commune de Paris».

En avril 1943, il quitta sa famille pour la protéger et passa dans l'illégalité, avec, selon sa sœur, le projet de passer en Angleterre : «*Lorsque vous lirez ces lignes, je serai sans doute très loin. Je pars faire mon devoir*», écrit-il dans une lettre à ses parents.

N'ayant pu concrétiser ce projet, c'est dans les rangs des FTP qu'il va mener son combat de Résistance, étant volontaire pour les actions de sabotage contre la machine de guerre allemande. Il préférerait s'attaquer au matériel plutôt qu'aux vies humaines. Ses sentiments chrétiens le firent hésiter chaque fois qu'il risquait de tuer, fussent des Allemands ; et ce n'est que sur ordre qu'il participa à des attaques contre des militaires.

Ainsi, avec le groupe FTP «Jean-Jaurès», il multiplia les sabotages, notamment sur les voies ferrées de la région mantaise, à la centrale électrique de Bondy (Seine, Seine-Saint-Denis). Il assura aussi les liaisons et le transport de documents importants.

L'ARRESTATION

Le 11 septembre 1943, alors qu'il rentre en voiture avec un commando qui avait fait sauter la centrale électrique à Chelles (Seine-et-Marne), il est arrêté à Montreuil-sous-Bois (Seine/Seine-Saint-Denis) avec un autre Résistant par la police française. Un rapport des renseignements généraux le déclare «*trouvé porteur d'un marteau et d'un poignard. Membre des FTP, sous le pseudonyme d'«Edmond» matricule 4116, [il] a reconnu avoir participé à plusieurs attentats contre des militaires allemands en vue de leur dérober leurs armes, avoir tenté d'incendier une scierie travaillant pour le compte des Autorités d'occupation, sise 102, rue Edouard Vaillant, à Bondy, et avoir participé à une tentative d'attaque à main armée, le 10 sep-*

tembre 1943, contre un bureau de tabac, à Vaujours».

Torturé par les Brigades spéciales, il est ensuite livré à la Gestapo qui poursuit les sévices, sans réussir à lui faire révéler aucun nom.

Détenu à la prison de Fresnes (Seine, Val-de-Marne), il est – sans avoir bénéficié de l'assistance d'un avocat – condamné à mort le 1^{er} octobre 1943 par le tribunal militaire allemand du *Gross Paris* siégeant rue Boissy-d'Anglas (VIII^e arr.), et fusillé le 6 octobre 1943 au Mont-Valérien avec 29 autres Résistants, dont Louis Walle et Pierre Lamandé, puis inhumé de façon anonyme au cimetière d'Ivry-sur-Seine (Seine, Val-de-Marne).

Son corps sera ramené à Calais où des funérailles officielles eurent lieu le 3 février 1944, et son cercueil fut déposé dans le carré des fusillés au cimetière Sud.

Claude Warocquier reçut à titre posthume plusieurs décorations : la Croix de guerre 1939-1945 avec étoile d'argent sera reçue par sa mère des mains du général Petit le 29 mars 1947, la Médaille militaire, la Médaille de la Résistance, la Croix de Combattant Volontaire de la Résistance, la Médaille de l'internement et la Médaille commémorative 1939-1945 seront remises à Mme Warocquier par Guy Mollet à l'hôtel-de-ville de Calais en 1957.

SA DERNIERE LETTRE

Fresnes, le 6 octobre 1943,

*Mes chers parents,
C'est fini, je n'ai plus que quelques heures à vivre ; j'ai du courage, il faut en avoir.*

J'ai vu le prêtre et je vais me confesser et communier. Sois satisfaite sur ce point, ma chère maman. J'ai déjà envoyé une première lettre ; celle-ci, c'est le prêtre qui va l'emporter. Je t'embrasse bien. tendrement, toi ma mère qui m'as toujours enseigné de bons conseils, toi aussi mon cher père, toi aussi ma chère petite sœur, toi, mon petit frère Guy, et enfin ma chère, grand'mère.

Courage !. Envoyez un message aux copains de la JOC.

Qu'ils prient bien pour moi et vous aussi.

Vive la France !

CLAUDE

J'ai demandé au prêtre qu'il vous envoie une aide morale.

¹ Pierre Corré, né le 28 novembre lui aussi originaire de Groslay. Il décédera en déportation.

GUILLOTINEES, FUSILLEES PAR LES NAZIS

Lors de l'invasion allemande de mai-juin 1940, durant les derniers mois de 1943 et en 1944 jusqu'en novembre, avant et après les débarquements des 6 juin 1944 en Normandie et 15 août suivant en Provence, lors de la retraite allemande évacuant la France, des milliers de civils furent massacrés par la Wehrmacht et la Waffen-SS ; parmi eux des centaines de femmes, comme ce fut le cas à Oradour.

Plus de 9 000 femmes, Résistantes, furent déportées en Allemagne après jugement par un tribunal militaire ou par simple transfert, depuis les prisons allemandes

Après la défaite militaire de juin 1940 et selon les termes de l'armistice signé le 21 juin, la France va être de fait dépecée. Au sud de la ligne de démarcation, la zone non occupée, au nord, le territoire occupé, juridiquement fragmenté par l'administration militaire allemande.

L'Alsace (Haut-Rhin et Bas-Rhin) et la Lorraine mosellane sont rapidement annexées au Reich, et les lois et le système judiciaire de l'Allemagne y sont appliqués.

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais forment la «zone rattachée» au *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich*, (MBB), le Haut commandement militaire allemand ayant son siège à Bruxelles. L'ensemble des autres départements de la Zone occupée sont sous l'autorité du *Militärbefehlshaber in Frankreich* (MBF) ayant son siège à Paris.

Au début de l'été 1940, le MBF et le MBB vont instaurer le droit pénal allemand dans la zone occupée et dans la zone rattachée, avec des spécificités d'application dans chaque zone.

Dans la zone occupée dépendant du MBF, auprès des *Feldkommandanturen* (47 en novembre 1940, ramenées à 28 en mai 1942 par fusion de plusieurs) installées dans les chefs-lieux de département, vont être mis en place des Tribunaux militaires, qui prononceront des condamnations à des peines de prison plaçant les condamnés en situation d'otages ou conduisant très souvent à la déportation en Allemagne, mais aussi à des condamnations à mort.

Ainsi, entre 1940 et 1944, de 2 900 à 3 000 Résistants seront fusillés en France, d'autres étant transférés et exécutés en Allemagne. Ce sera le cas pour les Résistantes condamnées à mort par la Justice militaire allemande, les nazis n'exécutant pas les femmes en France, craignant la réaction de la population française.

Situé au 11bis rue Boissy-d'Anglas (Paris 8^e), le *Deutsch Militärisch Gericht von Gross Paris* (Tribunal militaire alle-

mand du Grand Paris) va acquérir tout au long de l'Occupation une sinistre réputation : c'est devant lui que comparaitront Honoré d'Estienne d'Orves (23 mai 1941) et les héros de l'Affiche rouge (19 février 1944), les audiences pouvant se tenir non loin à l'Hôtel Continental.

La Gestapo (Sipo-D) ayant déterminé parmi les Résistants arrêtés ceux devant être fusillés sans attendre, ceux incarcérés comme otages, ceux à déporter sans jugement et ceux pour lesquels il semblait souhaitable aux yeux des nazis de donner un habillage juridique à la répression à leur encontre, y compris sous la forme d'un procès à Grand spectacle, étaient donc déferés devant le Tribunal militaire du Grand Paris.

Ses décisions pouvaient être – rarement – l'élargissement du prévenu, qui pouvait ne pas être suivi d'effet, l'inculpation pour Espionnage (S), déferant en Allemagne le prévenu devant le «Tribunal du peuple» (*Volksgerichtshof*) de Cologne puis devant celui de Breslau, ou l'inculpation pour « intelligence avec l'ennemi ».

LE SYSTEME JUDICIAIRE NAZI

Après l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, le système judiciaire allemand avait fait l'objet d'une politique dite de «coordination», de mise en conformité avec les objectifs nazis ; toutes les associations professionnelles de la sphère judiciaire devant fusionner dans la Ligue nationale-socialiste des juristes allemands. Et Hitler prit les mesures nécessaires pour s'assurer de la fiabilité politique des tribunaux.

En 1933, il mit en place des cours spéciales dans toute l'Allemagne pour juger les affaires politiquement sensibles. Mécontent des acquittements prononcés par la Cour suprême (*Reichsgericht*) lors du procès pour l'incendie du Reichstag, il promulga une loi, le 24 avril 1934, sur la création en parallèle d'un «Tribunal populaire» (*Volksgerichtshof*), siégeant à Berlin et chargé

des dossiers de trahison et autres importants, condamnant à mort sans état d'âme opposants intérieurs et antinazis étrangers, tel(le)s les Résistant(e)s français(es).

En mai 1933 sont créés les Tribunaux militaires, et en septembre 1936 est mis en place le *Reichskriegsgericht* (RKG), le «Tribunal de Guerre du Reich», qui s'installera à Torgau et sera longtemps présidé par l'amiral Bastian ; lequel rejettera la majorité des appels de grâce formulés par les Résistant(e)s condamné(e)s à mort.

«NUIT ET BROUILLARD»

Le décret «*Nacht und Nebel*» («Nuit et Brouillard»), signé le 7 décembre 1941 par le Maréchal Keitel, chef de l'*Oberkommando der Wehrmacht* (OKW), prévoit que «ne sont à juger dans les pays occupés que les crimes à coup sûr justiciables de la peine de mort et à condition que celle-ci puisse être appliquée dans un délai inférieur ou égal à huit jours.

«Les inculpés qui ne rempliraient pas ces deux conditions sont à déporter en Allemagne sous le secret absolu. Ils seront isolés du monde et, soit jugés en Allemagne, soit internés dans un camp.

«La seule réponse à faire à des organismes étrangers ou allemands qui poseraient des questions sur ces disparus est : l'état de la procédure ne permet de donner aucune information ».

Pendant la guerre, les détenus NN tombent sous le coup d'une *Schutzhaft* (mesure de sécurité) aggravée par le strict isolement individuel (*strenge Einzelhaft*, mise au secret), jusqu'au jugement éventuel par un *Sondergericht* (tribunal d'exception) local ou par le 2^e Sénat du *Volksgerichtshof* en tournée décentralisée.

Les Résistantes françaises, condamnées à mort au terme d'un parcours judiciaire, qui a pu les ramener momentanément en France, seront exécutées en Allemagne, dans la sinistre prison berlinoise de Plötzensee, dans celles de Stuttgart, Hambourg, Cologne, Halle, Breslau, par décapitation par la guillotine¹, les Allemands ne fusillant que les hommes².

¹ Depuis le début 1937, il n'y eut plus de décapitation à la hache mais par l'emploi de la guillotine, appelée soit par son nom français soit par un de ses noms allemands, «*Fällbeil*» ; littéralement «la hache qui tombe» ; d'où la confusion avec la décapitation à la hache.

² Cependant, dans les derniers mois du 3^e Reich, il y eut quelques femmes fusillées ou exécutées par une balle dans la nuque, quelques autres furent pendues

HEROINES DE LA RESISTANCE...

Olga BANCIC



Golda (Olga) naquit en mai 1912 à Kichinev dans une famille juive de Bessarabie (Moldavie actuelle), alors intégrée à l'Empire russe et qui devient roumaine en 1918.

Âgée de 12 ans, apprentie matelassière, elle participe à une première grève dans l'usine de gants l'employant. Adhérente très tôt des Jeunesses communistes, militante syndicaliste, elle est plusieurs fois arrêtée, victime de violences policières.

Mariée à seize ans et demi à Jacob Salomon dit Alexandru Jar, elle quitte avec lui la Roumanie pour la France en 1938, s'inscrivant à la Faculté des Lettres de Paris dont elle suivra les cours jusqu'à la guerre. Le couple habita 11, Cité Popincourt, puis 60, rue Saint-Sabin (XI^e arr.). Début 1939, elle accoucha d'une petite fille qu'elle prénomma Dolorès, en hommage à Dolorès Ibaruri, la *Passionaria*. Elle fut vendeuse dans un magasin de confection pour dames, rue Monge à Paris (V^e arr.).

Après l'occupation de la France en 1940, Olga Bancic, qui confie sa fille à une famille française, et vit 114, rue du Château-d'eau à Paris (XIV^e arr.), séparée pour raisons de sécurité de son mari, entre en Résistance au sein de la Main-d'œuvre Immigrée (M.O.I.), elle rejoindra à leur formation les FTP-M.O.I. (matricule 10011). Sous le pseudonyme de «Pierrette», elle prend part à la confection et au transport des bombes lancées sur les forces d'occupation, participant à la préparation et à l'exécution d'une centaine d'opérations, entreposant matériels de propagande, explosifs et armes dans son local clandestin.

Arrêtée le 16 novembre 1943 - sous l'identité de Marie Lebon née Petresca - avec Marcel Rayman, rue du Dr Paul-Brousse, par six inspecteurs de la BS2, torturée, elle est incarcérée le 27 novembre à la prison de Fresnes. Comparaisant le 18 février 1944 avec Marcel Rayman, Misak Manouchian et 23 autres Résistants du Groupe de l'«Affiche rouge» devant le Tribunal militaire allemand du *Gross Paris*, siégeant rue Boissy-d'Anglas, elle est avec eux condamnée à mort.

Les Allemands n'exécutant pas les femmes en France, elle est déportée en Allemagne et **guillotinée à la prison de Stuttgart le 10 mai 1944**. Dans sa dernière lettre à sa fille Dolorès, elle écrira : «*Je meurs avec la conscience tranquille*».

Le 4 juillet 2013 a été apposée au 114 rue du Château-d'eau une plaque lui rendant hommage.

Marie-Louise BIRGY



Née le 21 août 1909 à Vevey (Suisse), où sa famille résidait, Marie-Louise (Mary-Lou) Perret, fille d'un ouvrier confiseur, quitta l'école à douze ans et travailla avec ses parents dans un commerce avant d'être placée chez un commerçant. Son père travailla comme chocolatier. Sa famille s'installa à Saint-Dié (Vosges), où elle fut sténo-dactylo.

Elle devint française par mariage avec Ernest Birgy le 4 avril 1931 et s'installa à Belfort. A la suite des conséquences de la crise économique née en 1929 aux Etats-Unis et ayant touché la France, elle revint à Saint-Dié, travaillant comme sténo-dactylo au faible salaire de 550 francs par mois, dans l'usine textile où son mari sera comptable.

Lors de la grève de juin 1936, tous deux seront les seuls employés à se solidariser avec les ouvriers en grève et seront renvoyés. Le secrétaire du syndicat des métaux de Longwy leur obtint un emploi à la Caisse «*Le Travail*» de cette ville.

Lectrice de *l'Humanité* depuis 1934, syndiquée à la CGT,

Marie-Louise Birgy, qui avait animé un groupe de pionniers à Saint-Dié en 1935-1936, et rejoint le «Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme», adhéra au Parti communiste en janvier 1937, à Longwy.

Son mari Ernest étant parti en février 1937 en Espagne républicaine comme volontaire dans les Brigades internationales, elle devint secrétaire en juillet 1937 du comité régional communiste à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ; parlant allemand, elle avait la capacité de traduire les conférences régionales.

Lorsque Marie-Louise Birgy rédigea son autobiographie, fin 1937, la commission des cadres du Parti communiste fut intéressée par son profil et par la capacité qu'elle montra dans le règlement d'un difficile problème financier avec une compagnie d'assurance. Bien que dans son droit avec son mari, elle avait préféré payer des sommes importantes avec l'aide de ses beaux-parents, pour ne pas donner prise aux adversaires du parti.

Elle avait encore lu peu de livres politiques (elle ne cite que *Le Manifeste communiste*) mais beaucoup de journaux : « avec mon mari, nous lisions *l'Humanité* et c'est lui qui m'a montré le bon chemin. J'ai lu aussi les romans des ESS : *La Mère, Énergie, Et l'acier fut trempé*, etc. Depuis 1934 où nous avons contracté un abonnement au colis mensuel du Centre de Diffusion du Livre et de la Presse (CDLP), je lis par intermittence les trois périodiques : la *Correspondance internationale*, les *Cahiers du bolchevisme*, *l'Internationale communiste*. J'ai l'occasion de parcourir au siège de la région, actuellement, les journaux régionaux au Parti, ainsi que *Regard, l'Avant-garde, La Vie ouvrière* ».

Restée fidèle au Parti communiste après son interdiction en 1939, elle organisera fin 1940 avec deux collègues, Marcelle Désirat et Marie Durivaux, la distribution de la propagande communiste clandestine. Avec son mari, elle formera en 1942 un réseau FTPF qui se chargera de distribuer des tracts, en allemand, aux soldats de la Wehrmacht.

Dénoncée, arrêtée, elle fut condamnée à mort par le tribunal allemand de Nancy en 1942, classée NN, elle sera **guillotinée dans la prison de Cologne, le 11 mai 1944**.

Un Arrêté du 22 août 2008 du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants apposa la mention «Morte en déportation» sur son acte de décès.

Huguette BLACHE



Née le 19 septembre 1913 à Paris (XVIII^e arr.), sténo-dactylo, résistante communiste et FTPF, Huguette Prunier était détentrice d'un poste émetteur qui lui servait apparemment à communiquer vers Londres, pour retransmission vers l'URSS, dans le cadre de l'équipe de Fernand Pauriol, responsable du Service radio du PCF. Elle fut arrêtée le 1^{er} août 1943 dans un pavillon du Raincy, avec son mari Robert Blache et Roland Madigou. Leur fils

Serge, qui était parti chercher du lait, aperçut les véhicules allemands et se réfugia chez sa grand-mère maternelle à Paris.

Vraisemblablement torturée comme tous les membres du Service radio dont la connaissance était importante pour les nazis, elle fut sans doute jugée secrètement par un tribunal de la Luftwaffe. Emprisonnée à Fresnes comme les autres membres de son groupe, elle aurait été fusillée le **5 août 1944** dans la cour de la prison de Fresnes avec Francine Fromond et Joséphine Turin. La date reste incertaine.

Ses autres amis et amies connurent le même sort le 12 août, et tous furent inhumés dans une fosse commune de Bagneux (Seine, Hauts-de-Seine) en avril-mai 1945. L'état-civil nota leur décès à Suresnes, pensant qu'ils venaient du Mont Valérien, ce qui n'est pas le cas. On ne sait pas si elle a été **fusillée, exécutée sommairement** ou est décédée suite de mauvais traitements.

Huguette Blache a été inhumée dans le carré militaire, 4^e division du cimetière de Bagneux.

France BLOCH-SEREZIN



Fille de l'écrivain Jean-Richard Bloch, elle naquit à Paris le 21 février 1913. Après deux ans au Collège Sévigné à Paris, elle poursuivit ses études secondaires à Poitiers. Titulaire d'un baccalauréat de philosophie puis de mathématiques, elle prépara une licence de chimie et entra en octobre 1934 au laboratoire du professeur Marquis à l'Institut de Chimie, y rencontrant Marie-Elisa Nordmann, avec laquelle elle noua une amitié durable.

S'engageant dans le soutien à l'Espagne républicaine, elle adhère en 1936 au Parti communiste, au sein duquel elle va rencontrer, à sa Section du 14^e arrondissement, Frédéric Sérezin un ouvrier tourneur-outilleur. Ils se marieront en mai 1939 ; un enfant, Roland, naîtra de cette union en janvier 1940.

En septembre 1939, le Parti communiste est interdit suite à son approbation du «Pacte germano-soviétique de non-agression», ainsi que la presse communiste ou communiste, dont l'*Humanité* et *Ce Soir*, que dirige son père, Jean-Richard Bloch.

Frédéric Sérezin, mobilisé début septembre 1939, va être rappelé à l'arrière et affecté spécial à l'usine Hispano-Suiza du Boulevard Brune, qui fabrique des moteurs d'avion nécessaires à la Défense nationale.

Le 18 novembre 1939, un décret est adopté portant sur «les mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense nationale et la sécurité publique», entraînant leur internement administratif. Dirigé contre les communistes, il sera appliqué à Frédéric Sérezin, qui est arrêté en février 1940, et interné au camp de Saint-Benoît à Auffargis en Seine-et-Oise (Yvelines).

Lors de l'offensive allemande de mai-juin 1940, la recherche scientifique et ses laboratoires se sont repliés à Bordeaux, et France Bloch-Sérezin les a suivis. Elle rentrera à Paris en septembre 1940, mais bientôt le 1^{er} Statut des Juifs, publié le 3 octobre 1940, va l'écarter de son laboratoire à l'Institut de Chimie.

Ayant à charge son fils Roland et Eliane, la petite fille de son mari née d'un premier mariage, France, pour s'assurer des ressources, donne des leçons particulières et professe dans un cours complémentaire. Parallèlement, elle continue son action militante, et est intégrée fin 1941, avec le pseudonyme de «Claudia», à l'un des premiers groupes des futurs FTPF, dirigé par Raymond Losserand. Elle cache aussi dans sa cave une rönéo sur laquelle elle tire des tracts.

Contactée par Jules Dumont, ancien commandant du bataillon «Commune de Paris» de la 1^{re} Brigade internationale puis de la 14^e («la Marseillaise»), organisateur de l'appareil clandestin du Parti communiste, qui sollicite son concours de chimiste pour produire des explosifs, des bombes, elle va installer un laboratoire dans un appartement du 5, avenue Debidoir (Paris 19^e).

Identifiée dès janvier 1941 par la police, ayant échappé le 11 février 1942 à l'arrestation lors d'un rendez-vous avec Yves Kermen, responsable militaire FTPF, au métro Quai de la Rapée, elle sera finalement arrêtée le 16 mai suivant et conduite à la Préfecture de Police, aux Renseignements généraux puis au Dépôt. Le 6 juin, elle sera transférée à la prison de la Santé, où elle passera quatre mois.

Elle sera condamnée à mort le 30 septembre 1942 par le Tribunal allemand du *Gross Paris* réuni à l'hôtel Continental, en compagnie de 19 autres membres de son réseau de Résistance, dont Raymond Losserand, Gaston Carré... Les 19 hommes seront fusillés au Mont-Valérien le 21 octobre suivant.

France Bloch-Sérezin, seule femme du procès, est emprisonnée à Fresnes avant d'être transférée, fin novembre 1942, à la prison de Haguenau puis à la forteresse de Lübeck. Le 10 février 1943, elle est conduite à Hambourg, où elle sera informée de son exécution imminente.

Le 12 février, elle va écrire une dernière lettre à son mari Frédéric : «*Cette lettre est la dernière que tu recevras de moi.*

Ce soir, à 9 heures, je vais être exécutée... Je vais mourir comme tant d'autres sont tombés depuis des mois.

«Tu ne m'as donné que du bonheur, j'étais fière de toi, fière de notre union, fière de notre si profond accord, fière de notre cher amour de Roland...»

«Je meurs pour ce pourquoi nous avons lutté, j'ai lutté ; tu sais comme moi que je n'aurai pas pu agir autrement que je n'ai agi : on ne se change pas.»

France Bloch-Sérezin est **guillotinée ce 12 février 1943 à 21 h, à la Maison d'arrêt Holstenglacis à Hambourg**, dont la municipalité a fait apposer en 1988 devant la prison une plaque à sa mémoire. Enterrée au cimetière Ohlsdorf de la ville, sa dépouille sera transférée en 1958 au camp de Natzweiler-Struthof.

France Bloch est honorée par des rues portant son nom à Poitiers, à Migné-Auxences, Garchizy, au Blanc-Mesnil, une école maternelle à Drancy, un collège à Poitiers. A la Libération, une plaque lui rendant hommage fut apposée 1, rue Monticelli (Paris 14^e), où fut le domicile de France et de son mari Frédéric ; le 4 décembre 2008, une autre le fut sur la façade de l'immeuble, 5, avenue Debidoir (Paris 19^e), où elle avait installé son laboratoire clandestin.

A titre posthume, elle fut faite chevalier de la Légion d'honneur et reçut la Médaille de la Résistance et la Croix de guerre.

Germaine CAUSIER



Née le 23 avril 1902 à Dinan (Côtes-du-Nord/Côtes d'Armor), Germaine Ecolan se maria le 1^{er} mai 1920 à Dinan avec Louis Causier. Le couple et leur fille quittèrent la Bretagne pour Audun-le-Roman (Meurthe-et-Moselle) habitant 11, rue Albert-Lebrun où Germaine tiendra une recette buraliste.

Pendant la guerre, hébergeant de nombreux prisonniers de guerre évadés, elle rejoignit la Résistance au sein des FTPF sous le pseudonyme

d'*«Éliane»*. Dénoncée pour ses activités de résistance, un officier et des soldats d'une unité occupant sa commune l'arrêterent à son domicile dans la nuit du 4 au 5 septembre 1944.

Elle fut emprisonnée à Luxembourg puis en Allemagne, à Trèves et Breslau (Wrocław en polonais), capitale de la Silésie où siégeait le tribunal chargé des affaires «NN» venant de France, et Nennig (aujourd'hui quartier de la ville de Perl (Sarre, Allemagne), au bord de la Moselle face au Luxembourg ; cité où elle fut sur ordre de Friedrich Schmidt responsable de la Gestapo à Luxembourg, **fusillée le 9 septembre 1944**, dans le cimetière avec plusieurs autres Résistants français et luxembourgeois, dont Georges Claudon, arrêté le même jour qu'elle à Audun-le-Roman.

En 1949, Schmidt fut condamné à mort par contumace par le Tribunal général militaire français de Rastatt. Le jugement n'a jamais pu être exécuté, Schmidt s'enfuyant à plusieurs reprises des camps de détention britanniques. Une procédure d'enquête en Allemagne contre lui concernant notamment les fusillades à Nennig fut classée en 1962.

Les corps de Germaine Causier et Gorges Claudon furent rapatriés et inhumés à Audun-le-Roman le 11 janvier 1946. Le nom de Germaine Causier est gravé sur le monument aux morts de la ville et une rue Germaine-Causier y honore sa mémoire.

Fransiska CHUDALLA



Née le 15 février 1905 à Elle (Allemagne), Fransiska Gielnik, ménagère d'origine polonaise, naturalisée française le 28 mars 1934, mariée avec Antoine Chudalla et demeurant à Vimy (Pas-de-Calais), mère de trois enfants, y fut arrêtée le 1^{er} juin 1940 par la Feldgendarmerie à l'arrivée des Allemands qui prirent des otages, en représailles de maltraitances qu'auraient subi pré-

HEROINES DE LA RESISTANCE...

cédemment quatre aviateurs allemands abattus le 18 mai au lieu-dit «L'Emprunt» (commune de Vimy) ; trois auraient été exécutés par des soldats français, le quatrième étant lynché par une foule de cinq cents personnes. Déférés le 1^{er} juin 1940 devant un tribunal militaire de campagne allemand, Ernest Virrel, Brodislas Pchalek et Fransiska Chudalla-Gielnik, seront condamnés à mort.

Tous trois furent fusillés le 29 juin 1940 dans la citadelle de Doullens (Somme). Sous le nom de Fransiska Gielnick, elle figure sur le monument aux morts de Vimy et sur des plaques dans l'église de la cité.

Suzanne COINTE



Fille du général français Georges Sosthène Cointe et d'une musicienne russe, Suzanne Cointe, née le 27 juillet 1905 à Paris (V^e arr.), se destina à l'enseignement de la musique.

En 1925, elle rencontra Jean-Paul Le Chanois, de quatre ans plus jeune qu'elle, et partagera sa vie jusque vers 1931-1932, en en restant ensuite une amie proche.

Le Chanois, entré en 1930 à *La Revue du Cinéma*, jouera dans les films de la société Pathé avant de travailler comme assistant des cinéastes Julien Duvivier, Alexandre Korda, Maurice Tourneur et Jean Renoir, puis de réaliser ses propres films. Dans les années trente, il est l'un des animateurs du «Groupe Octobre», groupe artistique lié au Front populaire avec lequel il mettra Suzanne Cointe en contact. Celle-ci créera en 1935, et dirigera avec Peters Rosset la «Chorale populaire de Paris» associée à l'AEAR (Association des écrivains et artistes révolutionnaires), chorale qui participera au film de Renoir «*La Vie est à nous*».

Par l'intermédiaire de Le Chanois, Suzanne Cointe entra aussi en contact avec les communistes non seulement du milieu intellectuel et artistique français mais aussi de l'émigration intellectuelle communiste en France, dans laquelle évoluaient cadres de l'Internationale communiste et agents des services soviétiques. Ainsi, elle devint l'amie de Hillel Katz, qui sera pendant l'Occupation chef de service de l'entreprise Simex, couverture du service militaire soviétique de renseignements, le GRU, et elle sera membre de l'«Orchestre Rouge», que dirigea Léopold Trepper et qui sera démantelé en France à partir de l'automne 1942.

Elle fut arrêtée le 21 novembre 1942, internée à Fresnes puis déportée de la gare du Nord le 15 avril 1943 vers Berlin. Condamnée à mort par le «Tribunal du peuple» en mars 1943, elle fut guillotinée dans la prison berlinoise de Plötzensee le 21 août 1943.

Mindla DIAMENT



Née en 1911, vraisemblablement à Konskowola (voïvodie de Lublin, Pologne) dans une famille juive polonaise, fille de Baruch Diamant et Sura Szejnfeld, Mindla Diamant, sœur cadette de Gina, alias la future photographe résistante de la Région marseillaise *Julia Piroette*, qui vint la rejoindre à Paris en 1934, entra dans la Résistance dès les débuts de l'Occupation de la France.

Participant sous le pseudonyme de *Marysia* à la structure communiste clandestine «Travail Allemand», développant une action de propagande en direction des forces d'occupation en France, elle fut arrêtée en juillet 1942 sur la ligne de démarcation à Chalon-sur-Saône alors qu'elle transportait des tracts. Transférée en Allemagne, condamnée à mort, elle fut guillotinée à Breslau le 3 juillet 1944.

Constance DURIVAUX



Née le 2 novembre 1898 à Mandray (Vosges), Constance Barbe, dite Marie Durivaux, fille d'un couple de cultivateurs, épouse en août 1926 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), Albert Durivaux, peintre en Bâtiment. En juin 1935, elle entre comme secrétaire administrative auxiliaire au Service Régional des Assurances Sociales à Nancy.

Trésorière départementale du Secours populaire de Meurthe-et-Moselle avant 1939, Marie Durivaux était

membre du «Comité des femmes contre la guerre et le fascisme» et, comme son mari, du PCF.

Elle resta, ainsi que son mari, fidèle au Parti communiste après son interdiction en septembre 1939 suite à son approbation du Pacte germano-soviétique. Elle organisa fin 1940 avec ses collègues des Assurances sociales Marcelle Désirat et Marie-Louise Birgy, la diffusion de la propagande communiste illégale, collaborant à partir de janvier 1941 au journal communiste clandestin *La Voix de l'Est*.

Son mari Albert sera interné puis emprisonné en mars 1941, puis à partir du 25 novembre suivant jusqu'au 30 janvier 1943. Entretemps, le 2 octobre 1941, le Préfet de Meurthe-et-Moselle avait demandé au Directeur du service des Assurances sociales de la surveiller ; une surveillance effectuée aussi sur ordre du Procureur de Nancy en date du 1^{er} décembre suivant par la 13^e brigade de sûreté et les Renseignements généraux. Tous les rapports la concernant seront transmis aux Allemands.

Membre de l'appareil technique clandestin communiste, elle prend part dans la nuit du 14 au 15 avril 1942 à une tentative – avortée – de libération des communistes – dont son mari – internés au camp de séjour surveillé d'Ecrouves.

Son nom ayant été trouvé sur une liste de destinataires de la presse communiste clandestine, elle est arrêtée le 4 septembre 1942 sur son lieu de travail par la Police allemande et incarcérée au quartier allemand de la Prison Charles III de Nancy. Transférée dans une prison parisienne, elle est déportée NN le 3 décembre 1942 au départ de la Gare de l'Est, arrive à Aix-la-Chapelle (Aachen) le 4 décembre et est transférée dans la prison de Flussbach, puis dans celle de Lauban en Basse-Silésie.

Condamnée à mort par le Tribunal spécial de Breslau pour «avantages procurés à l'ennemi», elle est guillotinée le 24 août 1944.

La mention «Morte en Déportation» a été portée sur son acte de décès par Arrêté du 30 mars 1989 du Secrétariat aux Anciens Combattants.

Clémence FARINEAU



Née Clémence Decker le 27 mai 1895 à Ludes (Marne), fille de Marie-Louise Decker, manœuvrière, elle était sans profession. Le 24 avril 1920, elle épouse Émile Defossez à Bruay-sur-l'Escaut (Nord), puis s'en sépare et épouse en secondes noces, le 15 avril 1944 à Bruay-sur-l'Escaut, Léon Farineau, chaudronnier aux mines.

Membre des Forces françaises combattantes (FFC), ainsi que du réseau «Mission action», elle participe avec son époux à des sabotages sur les routes et canaux de la région.

En août 1944, dans le cadre du plan «Tortue» visant à empêcher l'arrivée de renforts lors de la retraite allemande, ils acceptent de cacher dans des remises des armes et des munitions parachutées et destinées aux FTPF. Suite à la découverte d'un dépôt d'armes, tous deux sont arrêtés le 24 août

1944. Le 28 août, ils furent condamnés à mort par le tribunal militaire allemand qui siégeait boulevard Pater, à Valenciennes. Clémence Farineau, son mari Léon et son beau-frère Arthur Farineau fils furent **fusillés le jour même** au champ de tir du Rôleur à Valenciennes. A Valenciennes et à Bruay-sur-l'Escaut, une place porte le nom de «Place des Farineau».

Francine FROMOND



Née le 2 octobre 1917 dans une famille ouvrière des Lilas, près de Paris, Francine Fromond, fille d'un ajusteur-mécanicien qui sera tué en 1932 lors d'une manifestation de chômeurs, devint à 13 ans vendeuse, puis sténodactylo.

Syndiquée au syndicat des employés, participant à la Fédération sportive du travail (FST) et au Secours Rouge International (SRI), elle adhère aux Jeunesses communistes puis au

Parti communiste, dont elle devient une responsable dans la banlieue Est de Paris au milieu des années trente.

Envoyée en juin 1935 en URSS, elle est pendant quelques mois dactylo au département des traductions de l'Internationale communiste puis entre en novembre 1935 à l'École léniniste internationale à Moscou, où elle reçoit une formation technique dans le domaine des liaisons radio. De retour en France, elle va participer à la création en 1936 de la nouvelle Union des Jeunes filles de France (UJFF), dont elle est secrétaire de la région Paris-Est et membre du Comité national.

Francine Fromond – dont le frère Marcel va tomber en 1938 dans les rangs des Brigades internationales – s'implique dans l'aide à la République espagnole, qui fait face au soulèvement militaire dirigé par Franco et est agressée par Hitler et Mussolini, ainsi que dans celle aux réfugiés espagnols.

Pendant les années 1936-1939, elle travaille comme secrétaire de Giulio Ceretti (Pierre Allard), lequel supervise l'activité de la Compagnie maritime France-Navigation qui force le blocus maritime mis en place par les franquistes, pour faire parvenir aux forces républicaines ravitaillement, armes et munitions. Fin août 1939, dans le cadre des mesures prises à l'encontre du Parti communiste et qui vont conduire à sa dissolution officielle en septembre, la compagnie France-Navigation est mise sous séquestre fin août 1939 par le gouvernement Daladier. Lequel le 25 janvier précédent, avait précédemment reconnu le gouvernement Franco en Espagne et envoyé Pétain comme ambassadeur auprès de lui.

Fin septembre 1939, Francine Fromond se rend en Belgique auprès d'Eugen Fried («Clément»), le délégué de l'Internationale Communiste en France auprès du Parti communiste français et qui, après son interdiction, s'est replié à Bruxelles, d'où il poursuit sa mission sous couverture de la publication légale de la revue «Cercle d'art», dont Francine Fromond assure officiellement le secrétariat de rédaction. Par ailleurs, elle met ses capacités de technicienne radio au service de Fried...

Fin 1939, elle quitte la Belgique pour le Danemark, où elle sera arrêtée par les Allemands lors de l'invasion du pays en mai 1940 par la Wehrmacht. Libérée, elle rejoindra l'Union soviétique, où elle suivra à nouveau des cours de liaison radio.

Évacuée, avec la direction de l'Internationale communiste, pour laquelle elle travaille, vers Oufa – ville située à 1 200 km à l'est de Moscou – lors de l'avancée allemande vers la capitale soviétique à l'été 1941, elle va revenir en France avec Raymond Guyot, député communiste déchu de son mandat, dirigeant de la Jeunesse Communiste française et Secrétaire général de l'Internationale communiste des jeunes (ICJ /KIM), ainsi qu'avec Daniel Georges, le frère du futur colonel Fabien. Fin 1941, tous trois vont via Arkhangelsk, Mourmansk au nord de la Russie, le Spitzberg, et l'Islande, gagner par cargo l'Ecosse. Puis, après avoir reçu une préparation rapide au saut sur la base britannique de Ringway, près de Manchester, ils vont être, munis d'un poste émetteur, parachutés fin janvier 1942 près de Montpellier.

Daniel Georges gagnant la région de Toulouse, Raymond Guyot s'installera à Lyon d'où il dirigera jusqu'à la Libération l'activité clandestine du Parti communiste en Zone sud ; avec Francine Fromond comme agent de liaison et opératrice radio.

La mère de Francine Fromond vint s'installer avec elle en banlieue lyonnaise. Elle sera arrêtée avec elle par la Milice le 30 juillet 1943, suite à une dénonciation. Toutes deux seront livrées aux Allemands.

Interrogées, torturées pendant par la Gestapo de Lyon pendant plus d'une semaine, elles furent transférées en août à la prison de Fresnes, où sa mère, âgée de 54 ans, mourut peu après des suites des sévices qu'elle avait endurés.

Début 1944, Francine Fromond est traduite devant un tribunal de guerre et condamnée à mort pour espionnage. Elle est **fusillée à Fresnes le 5 août 1944**.

Le docteur Marguerite Bohn-Nageotte, l'une de ses codétenues, rapporte qu'à son retour du Tribunal qui la condamnait, elle lui fit ce récit : «*Quand on m'a signifié le verdict, je me suis levée et j'ai adressé un petit discours au président du tribunal. Je lui ai dit que c'était un honneur pour une Française que d'être condamnée par un tribunal allemand et je l'ai remercié. Il était furieux*»

Une plaque a été apposée sur la maison familiale des Lilas, réunissant dans un même hommage Francine Fromond, sa mère et son frère. Plusieurs écoles maternelles portent le nom de Francine Fromond, à Bagnolet, à Aubervilliers et à Drancy ainsi qu'un collège à Fresnes. Une rue des Lilas a été rebaptisée de son nom.

Renée LEVY



Née le 25 septembre 1906 à Auxerre (Yonne), fille de deux professeurs de lettres enseignants à Auxerre, petite-fille du Grand rabbin de France Alfred Lévy (1907-1909), Renée Lévy fut orpheline de père à l'âge de trois ans. Elevée à Paris avec sa sœur aînée Germaine par sa mère, professeur au lycée Victor-Hugo, et par sa tante, elle fit ses études dans ce lycée. Étudiante en anglais puis lettres, elle fut reçue à l'agrégation de lettres en 1932.

Enseignante au lycée Fénelon à Lille puis à Paris (lycées Victor-Duruy puis Victor-Hugo), se trouvant en vacances à Cayeux-sur-Mer (Somme) à la déclaration de guerre, elle y enseigna dans le lycée provisoire installé en urgence dans le casino de la station balnéaire pour les élèves vacanciers ne pouvant retourner dans leur région ou à Paris menacée de bombardements.

La défaite de la France consommée en juin 1940 et le régime dit de Vichy mis en place, la loi antisémite du régime pétainiste du 4 octobre 1940 lui interdira l'enseignement et la fonction publique.

Elle rejoignit le noyau résistant du Musée de l'Homme et diffusa du matériel de propagande ainsi que le journal *Résistance*. Le réseau infiltré et démantelé par l'Abwehr, elle passa au réseau «Hector» spécialisé dans le recueil de renseignements militaires, qui sera lui aussi démantelé par l'Abwehr. Arrêtée par les Allemands le 25 octobre 1941, elle détenait un émetteur radio.

Emprisonnée à la Santé, puis déportée le 11 février 1942, Renée Lévy fut maintenue au secret dans plusieurs prisons allemandes, Aix-la-Chapelle, Essen, Prüm avant d'être condamnée à mort le 30 avril 1943, par un tribunal spécial de Cologne. **Le 31 août 1943, elle fut guillotinée** dans la cabane d'exécution de la prison de Cologne.

Son nom fut tiré au sort le 29 octobre 1945 pour être inhumé, le 11 novembre suivant au Mont-Valérien, au Mémorial de la France combattante, aux côtés de 15 autres Résistants et Français libres, dont Berthie Albrecht.

A titre posthume, elle reçut plusieurs distinctions : Croix de guerre, médaille de la Résistance et Croix de Chevalier de la Légion d'honneur. Un timbre à son effigie a été imprimé.

Suzanne MASSON



Née à Doullens le 10 juillet 1901 (Somme), elle perdit en 1910 son père, secrétaire en chef de la sous-préfecture de Doullens. Elle vint avec sa sœur et sa mère à Courbevoie, où son grand-père était percepteur. Pendant la Première Guerre mondiale, sa mère travailla comme auxiliaire au ministère des Pensions.

Titulaire du brevet élémentaire et du certificat d'enseignement supérieur, Suzanne Masson poursuivit des études pour devenir dessinatrice industrielle, se préparant pour l'École centrale, à laquelle elle dut renoncer, faute de moyens. Après avoir travaillé dans différentes usines de la Région parisienne, elle fut embauchée à l'usine Rateau de La Courneuve et commença à militer à la CGTU dès 1926, adhérant au Parti communiste en février 1934.

Responsable des cadres de chez Rateau et secrétaire adjointe de la section syndicale des employés et techniciens, elle fut très active lors des grèves du Front populaire, siégeant en juin 1936 à la direction du comité de grève puis au bureau du syndicat CGT des Métaux de la Région parisienne. Elle fut très militante dans son entreprise : responsable de l'association sportive Rateau (rattachée à la FSGT), secrétaire adjointe de la section syndicale des techniciens déléguée à la liaison avec les ouvriers, déléguée à l'union locale, membre du comité d'usine (travail politique, syndical, éducatif).

Après avoir été élue en 1937 membre du Comité régional communiste de Paris-Nord, elle fut licenciée de chez Rateau à la suite de la grève d'avril 1938. Devenue permanente de la CGT, elle se consacra alors à l'école de rééducation créée par la Fédération des Métaux.

Restée fidèle au Parti communiste après son interdiction en septembre 1939, Suzanne Masson distribua dès juin 1940 des tracts clandestins dans Paris occupé. En mai 1941, elle adhéra au Front national mais fut arrêtée le 5 février 1942 chez elle, 95 boulevard MacDonald, par la police française, qui trouva à son domicile un revolver et des tracts. Emprisonnée à La Petite-Roquette puis à la Santé, elle fut livrée à la Gestapo fin février 1942.

Elle est déportée à la forteresse d'Anrath dans la Ruhr, prison d'application de peine de travaux forcés pour des femmes «NN» et de passage pour les femmes non «NN». Son refus de travailler pour l'armée allemande lui valut à plusieurs reprises la peine du cachot. Transférée à la prison de Lübeck-Lauerhof pour être jugée par une cour martiale en juin 1943. Frappée d'une double condamnation à mort, elle refusa le recours en grâce que lui proposait son avocat hitlérien.

Elle est alors transférée à la prison *Justizvollzugsanstalt* de Hambourg en octobre 1943 et **guillotinée le 1^{er} novembre 1943**.

Une plaque a été apposée 95 boulevard Mac-Donald (XIX^e arr.), là où elle fut arrêtée. Elle fut citée à l'ordre de la Nation le 16 février 1946, avant d'être nommée dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à titre posthume dans les termes suivants : « *Ardente patriote et grande syndicaliste animée du plus admirable esprit de Résistance, a su communiquer à ses compagnons de lutte et de captivité son inébranlable foi en la victoire finale. Arrêtée par la milice française sur l'ordre de la Gestapo, déportée politique, condamnée à mort pour détention d'armes et appels à la Résistance. Exécutée à Hambourg. Est morte en héroïne.* » (Journal officiel, 19 février 1946).

Emilienne MOPTY

Née Emilienne Wantiez le 29 octobre 1907 à Harnes, habitant la cité du Dahomey à Montigny-en-Gohelle, commune minière du Pas-de-Calais, elle est mariée au mineur Adrien Mopty et mère de 3 enfants lorsque les Allemands occupent la région Nord de la France en mai-juin 1940. Militante communiste, elle est liée à l'action syndicale depuis sa participation aux grèves de 1933-1934.



Dès le début de l'Occupation, les Allemands s'attachent à obtenir rapidement la remise en exploitation du bassin minier, avec l'aide des compagnies minières. Rouvertes dès le 15 juin 1940, les mines retrouvent une activité normale en septembre. Afin d'accroître les rendements, les journées de travail sont allongées, les pauses supprimées, les salaires bloqués. La situation matérielle des mineurs et de leurs familles devient plus pénible avec l'apparition des cartes de

rationnement et du marché noir ; durant l'hiver 1940-1941, la disette est réelle.

C'est dans ce contexte que les «Comités d'Unité Syndicale et d'Action» (CUSA), syndicats clandestins, le plus souvent animés par des militants communistes, vont à partir du 2 janvier 1941 déclencher des arrêts de travail de protestation d'une demi-heure en début ou en fin de service. Parti de la fosse 7 de l'Escarpelle, près de Douai, le mouvement s'étend à toutes les fosses des compagnies d'Aniche et de l'Escarpelle, puis gagne une quinzaine de puits du bassin minier. Malgré les menaces et les sanctions prises par les autorités françaises et allemandes, le mouvement se poursuit jusqu'à l'arrestation de près de deux cents mineurs. Une nouvelle grève ayant eu lieu en mars à l'Escarpelle, les Allemands font occuper les puits par leurs troupes.

La persistance des problèmes de ravitaillement et l'allongement de la journée de travail avec des salaires restant bloqués conduisent le 27 mai 1941 à un mouvement qui, parti de la fosse 7 de Douargues, au puits dit «le Dahomey», va s'étendre rapidement à l'ensemble du bassin minier. En cinq jours, la grève devient générale dans le Nord - Pas-de-Calais. Elle atteint son apogée les 4, 5 et 6 juin, avec plus de 100 000 mineurs qui cessent le travail sur un total de 143 000. Les industries annexes sont touchées, puis l'industrie textile.

Les femmes vont jouer un grand rôle dans l'élargissement et la durée du mouvement, exhortant les mineurs à la grève, formant des rassemblements, barrant l'entrée des fosses, exigeant la libération des emprisonnés. Parmi elles se détache la figure d'Emilienne Mopty : le 29 mai, elle prend la tête des manifestations de femmes à Hénin-Liétard et, le 4 juin, celle de Billy-Montigny (avenue de la fosse 2).

La répression va être sévère, plusieurs centaines d'hommes et femmes sont arrêtées et conduites dans les prisons de Loos, Béthune, Douai et Arras. A Lille, la caserne Kléber, et à Valenciennes, la caserne Vincent, sont transformées en camps d'internement. Le climat de terreur et la faim - le paiement des salaires est suspendu, les cartes de ravitaillement ne sont plus distribuées - entament la résolution des grévistes et les mineurs reprennent le travail le 10 juin 1941. 270 mineurs sont déportés en Allemagne, en juillet 1941 ; 130 ne reviendront pas. D'autres seront fusillés comme otages en 1941.

Ayant échappé à l'arrestation, Emilienne Mopty devient dès l'été 1941 l'agent de liaison de Charles Debarge, organisateur de l'Organisation Spéciale (O.S.) du Parti communiste (composante fondatrice des FTP en avril 1942) dans le département du Pas-de-Calais. Elle transporte des armes et des explosifs, cherche des refuges, et participe à des actions armées.

Arrêtée une première fois en janvier 1942, mais relâchée huit jours plus tard, faute de preuves, elle l'est à nouveau le 14 mai suivant par des gendarmes français, mais elle s'évade le soir même par la lucarne des toilettes de la gendarmerie. Vivant dans l'illégalité, Emilienne Mopty sillonne le Bassin Minier, recherchée par les polices française et allemande ; son fils aîné, âgé de 16 ans, est entré dans la Résistance, son mari a été déporté en Allemagne. Fin septembre 1942, elle a pour mission d'apporter un sac d'armes à un Résistant afin de préparer l'attaque d'un peloton d'exécution dans les fossés de la citadelle d'Arras mais, trahie, c'est la Gestapo qui est au rendez-vous...

Les Allemands, connaissant son rôle, la torturent pour la faire parler. Traduite devant le tribunal militaire de la *Feldkommandantur* d'Arras, elle est condamnée à mort.

Transférée en Allemagne, Emilienne Mopty est **décapitée le 18 juin 1943 à 19 h 30 à Cologne.**

Véra OBOLENSKI



Née le 24 juin 1911 à Moscou, fille d'Apollon Apollonovitch Makarovff, vice-gouverneur de Bakou (Azerbaïdjan) pendant la guerre civile qui fait suite à la Révolution bolchevique d'octobre 1917.

La famille émigra à Paris en 1920 et Vera Makarova y arriva à l'âge de neuf ans porteuse d'un passeport Nansen d'apatride. Après ses études, elle travailla comme mannequin dans des maisons de couture russes puis

comme secrétaire de l'industriel Jacques Arthuys. En 1937, elle épousa le prince Nicolas Alexandrovitch Obolensky (1900-1979) fils d'un ancien gouverneur de Saint-Pétersbourg.

Dès le début de l'Occupation de la France, elle entra avec Jacques Arthuys dans un groupe de résistance, qui fusionnera en décembre 1940 avec celui de Maxime Blocq-Mascart, dont les activités étaient le renseignement et l'évacuation à l'étranger des prisonniers de guerre britanniques évadés. Vera Obolensky, que ses proches surnomment «Vicky», prend en charge le secrétariat central du mouvement qui devient l'«Organisation Civile et Militaire» (OCM) au printemps 1941. Parallèlement à cette activité, Vicky aida régulièrement Marcel Berthelot dans la centralisation des renseignements destinés au réseau «Centurie» et à la «Confrérie Notre-Dame» (CND).

Après l'arrestation de Jacques Arthuys le 21 décembre 1941, Vera Obolensky se met au service de son successeur, le colonel Touny, conservant la responsabilité du secrétariat central de l'OCM. Dans ses fonctions, elle fera preuve d'une perspicacité et d'un sang-froid qui sauvera l'OCM. En septembre 1943, lorsque Maxime Blocq-Mascart devient membre du bureau permanent du Conseil National de la Résistance (CNR), elle est son agent de liaison.

Elle sera arrêtée le 16 décembre 1943 rue Saint-Florentin, chez son amie russe Sofka Nossovitch, elle aussi Résistante de l'OCM, par l'équipe de Rudi Von Merode, agent de l'Abwehr depuis 1928, condamné en 1935 pour espionnage à 10 ans de prison et évadé lors de la débâcle de 1939, qui s'est mis au service de la Gestapo. Inculpée de haute-trahison, jugée à Paris, Vicky fut condamnée à mort mais refusa de signer un recours en grâce. Elle fut finalement déportée en Allemagne, à la prison Alt Moabit puis à celle de Barninstrasse. Elle fut **guillotinée le 4 août 1944 dans la prison de Plötzensee** à Berlin-Charlottenburg.

Dans le cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois, derrière le cimetière russe orthodoxe, une stèle honore la mémoire de Vera Obolensky. À Rueil-la-Gadelière, où elle vécut dans les années 1940 avec son époux, lui aussi résistant, lieutenant FFI déporté, une plaque immortalise la mémoire de Vera.

Renée SIMONNET



Née le 2 juin 1920 au Grand-Lucé (Sarthe), Renée Simonnet, fille d'un maçon, célibataire, fut en 1938 et 1939 employée comme vendeuse dans différents magasins.

À partir de septembre 1939, elle suivit au Centre hospitalier du Mans une formation médicale qui fut interrompue par la naissance d'une petite fille prénommée Joëlle le 25 décembre.

À partir de septembre 1940 elle s'installe au Mans (Sarthe) comme infirmière, ce qui l'amène à soigner à l'hôpital de la ville les soldats allemands blessés. Fin février 1941, elle est embauchée

à la cantine de la *Kommandantur* 755 au Mans. Fin avril ou début mai 1941, elle part comme travailleuse volontaire en Allemagne, où elle est embauchée à Worms (Rhénanie-Palatinat) comme employée de maison chez une dame dont elle avait connu le mari, sous-officier de l'armée allemande au Mans. Ne se plaisant guère dans ce travail, elle recherche un emploi d'assistante médicale et est engagée en août 1941 par le docteur Freudenreich, médecin à Worms.

C'est là qu'elle fait la connaissance en avril 1942 d'un prisonnier français venu en consultation, Henri Held, qui lui propose de travailler volontairement pour les Allemands. Elle décide de lui prouver son patriotisme en l'aidant à pénétrer dans l'usine Dingler & Karcher où ce dernier travaillait. Henri Held lui fournit le plan de l'usine, obtenu avec la collaboration de deux autres prisonniers français Louis Le Gallic et J. Gabbet, plan qu'elle essaya de faire parvenir à son père pour transmission aux services spéciaux anglais (SOE) en confiant un courrier à son intention le 6 juillet 1942 à un sous-officier allemand, Hans Müller, venu en consultation pendant sa permission avant de retourner à son régiment en France. Ce dernier, pris de doute, ouvrit la missive...

Dénoncée et arrêtée à Worms le 12 juillet, Renée Simonnet est transférée dans les prisons de Mayence puis de Darmstadt, partageant sa cellule avec une employée de bureau, Anna Junker, à laquelle elle déclare avoir été contactée par les services secrets anglais et forcée à travailler pour eux. Henri Held est arrêté à son tour quelques jours après.

Un dossier fut instruit par le *Sondergericht* (tribunal d'exception) de Darmstadt et envoyé le 17 mai 1943 au «Tribunal du peuple», qui le transmet le 21 juin 1943 au «Tribunal de guerre du Reich», lequel y apposa les tampons «*Rote Liste*» (Liste rouge) et «*Geheim*» (Secret).

Renée Simonnet avait été entre-temps transférée à la prison d'Angers pour les besoins de l'enquête ; elle confia à sa compagne de cellule, Mimi Studenmaier, qu'elle était l'agent «Z.X.III. des services de renseignements anglais. Effectivement la police découvrit chez ses parents une lettre portant le code d'expéditeur Z.X.III.

Le procès de Renée Simonnet et Henri Held eut lieu le 21 octobre 1943 devant le 4^e Sénat ou Chambre du « Tribunal de guerre », présidé par le juge Reuter. Ils furent condamnés à mort pour accusation d'espionnage au profit d'une puissance étrangère. Le 3 novembre suivant, l'amiral Max Bastian, président du « Tribunal de guerre », confirma le jugement à Torgau et la grâce fut refusée par Hitler le 12 février 1944.

Le 10 juillet 1944, Bastian décida «que l'application de la peine se fera par décapitation». Renée Simonnet fut transférée à la prison Roter Ochse de Halle-an-der-Saale (Saxe-Anhalt), et **guillotinée le 17 juillet 1944**. Son corps fut livré à l'institut d'anatomie de la ville pour servir à des expériences.

Renée Simonnet repose aujourd'hui au *Gertraudenhof*, à Halle dans le secteur anatomie. Elle obtint la mention « Mort pour la France » en 1947 et « Mort en déportation » en décembre 2002. Elle avait reçu à titre posthume la Croix de guerre avec étoile de vermeil le 24 novembre 1950, la Légion d'honneur le 15 avril 1951, la Médaille de la Résistance en 1973. Elle fut homologuée lieutenant de la Résistance intérieure française (RIF) et obtint le titre de «Déporté et interné résistant». Son nom figure sur le monument aux morts, au Grand-Lucé (Sarthe).

Née Lorge Suzanne, Augustine le 6 juillet 1905 à Bruxelles (Belgique), fille aînée de Louis Lorge, agent de change à Bruxelles, elle épouse en 1925, Claude Spaak, écrivain, frère de l'homme politique belge Paul-Henri Spaak.

Elle participera aux mobilisations du «Rassemblement universel pour la paix» et du «Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme». Quittant Bruxelles pour Paris en 1936, elle s'y installe 9, rue du Beaujolais.



en 1936, elle s'y installe 9, rue du Beaujolais.

HEROINES DE LA RESISTANCE...

A Paris Lors de l'avancée allemande en 1940, sa famille se réfugia à Sainte-Maxime (Var). Elle va être en 1941 une dirigeante du «Mouvement national contre le racisme» (MNCR). Dans ce cadre, elle mène clandestinement campagne contre les persécutions envers les Juifs et en faveur de enfants juifs, trouvant des appuis dans les milieux protestants.

Cette grande bourgeoise, courageuse et déterminée, participe aussi au réseau parisien de l'«Orchestre rouge», le réseau international de Léopold Trepper lié aux services secrets soviétiques. Les Allemands obtiendront son nom lors de la chute du noyau de Bruxelles du réseau.

Revenue dans cette ville pour cacher ses enfants, les Allemands l'y arrêteront en novembre 1943 et la ramèneront à Paris pour mener l'enquête sur le MNCR.

Torturée par le «bourreau de Prague», Heinz Pannwitz, muté en France à la tête du Groupe chargé de lutter contre l'«Orchestre rouge», détenue à la prison de la Santé, Suzanne Spaak fut une des rares femmes fusillées en France, les nazis préférant déporter les Résistantes et les exécuter en Allemagne.

Mais, sous la pression de la situation militaire, ils firent des exceptions de juillet à septembre 1944. Joséphine Turin, Francine Fromond, Huguette Blache et Suzanne Spaak furent **fusillées le 5 août 1944 à la prison de Fresnes.**

Simone SCHLOSS



Simone (Syma) Schloss, née le 23 septembre 1919 à Radomysl, en Pologne, arriva en France en 1923 avec ses parents Juifs polonais, chez qui, couturière à domicile, elle va habiter 20 rue Dénoyez (Paris 20^e).

Elle va, s'investissant dans la lutte contre les taudis, ainsi que dans l'aide à l'Espagne républicaine, militer dans un foyer de l'Union des Jeunes filles de France (UJFF), liée aux Jeunesses communistes et qui va être dissoute

par décret le 26 septembre 1939, comme le Parti Communiste, suite à son approbation du Pacte Germano-Soviétique.

Alors que nombre de militants communistes sont arrêtés ou sont mobilisés à l'armée – la guerre a été déclarée – les femmes et jeunes filles communistes vont être sollicitées pour reconstruire les structures communistes clandestines, pour les liaisons clandestines, la réalisation et la distribution des tracts et journaux clandestins. Le 1^{er} mars 1941, Simone Schloss sera arrêtée par des gardiens de la paix français avec d'autres camarades alors qu'ils distribuent le journal clandestin des Jeunesses communistes, *l'Avant-Garde*.

Inculpée pour propagande communiste, elle sera condamnée à 8 mois de prison. Le 29 août 1941, la Section spéciale, tribunal d'exception auprès de la cour d'Appel mis en place par le gouvernement pétainiste une semaine plus tôt, déclarera irrecevable son recours en appel. Après avoir purgé sa peine, Simone Schloss, ira habiter 163 boulevard de la Villette, près de chez son amie Marie-Thérèse Lefebvre et de son mari Paul, et reprendra son activité clandestine, devenant agent de liaison de Conrado Miret-Muste, militant communiste du Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC), ancien commandant et commissaire politique de l'Armée républicaine, espagnole, qui sera l'un des fondateurs et chef de l'OS-MOI. Elle transportera aussi des tracts, des armes et des explosifs utilisés pour les nombreux attentats et sabotages qui vont se multiplier à partir du «coup de feu de Fabien» à l'été 1941.

Le 9 février 1942 Simone Schloss, Paul Lefebvre et Marie-Thérèse Lefebvre vont être arrêtés par des inspecteurs de la Brigade spéciale n°2 des Renseignements généraux, qui découvrirent l'arsenal clandestin caché avec les munitions correspondantes sous le parquet du magasin de cycles de Paul Lefebvre... Après être restés deux mois entre les mains de la BS2, ils furent livrés aux Allemands.

Simone Schloss avoua seulement avoir donné en garde à Marie-Thérèse Lefebvre des paquets reçus d'une certaine «Lily», mais dont elles ignoraient le contenu. Toutes deux et Paul Lefebvre firent partie des vingt-sept «terroristes» inculpés

auxquels les polices française et allemande vont reprocher au moins trente-quatre attentats. Conrado Miret-Muste, avait succombé sous la torture avant le procès.

Ils furent traduits devant le Tribunal militaire siégeant à la Maison de la Chimie, du 7 au 14 avril 1942. Le procès, tenu en allemand, en principe public mais interdit aux familles, fut une parodie de justice : les juges militaires saluant les officiers et policiers nazis, les avocats bilingues nommés d'office n'ayant ni accès aux dossiers ni contact avec les accusés.

Il y eut vingt-cinq condamnés à mort le 14 avril, vingt-trois hommes furent fusillés dès le 17 avril 1942 au Mont-Valérien. Simone Schloss et Marie-Thérèse Lefebvre, verront leur peine capitale commuée, et seront déportées en Allemagne par un convoi de politiques du 27 avril 1942, sous la procédure *Nacht und Nebel* (NN) avec secret des procédures, des destinations, des condamnations. Simone Schloss fut transférée à Karlsruhe, à la forteresse d'Anrath puis à la prison de Greifeld et à celle de Cologne, où elle fut **guillotinée le 2 juillet 1942.**

Le ministère des Anciens Combattants attribua le 27 décembre 1957 à Simone Schloss, homologuée à titre posthume comme soldat de 2^e classe, la mention «Morte pour la France». La mention «Morte en déportation» du ministère de la Défense du 3 mars 2000 figure également sur son acte de décès. Une plaque commémorative est apposée 28 rue Saint-Dominique à la Maison de la Chimie.

Joséphine TURIN



Née Joséphine Cavillini, le 7 avril 1913 à Marseille dans une famille ouvrière, elle travailla dans une filature du Quartier marseillais de la Capelette.

Engagée au Parti communiste, «Fifi» épouse le 24 juin 1933 Laurent Turin, agent hospitalier militant syndicaliste CGT. Elle-même sera une des dirigeantes dans les Bouches-du-Rhône du «Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme».

Arrêtée le 29 novembre 1940 par la police du régime pétainiste et placée en résidence surveillée à Tarascon, elle passera, sous les pseudonymes de «Germaine», «Hélène» ou «Denise», à la clandestinité, rejoignant Lyon. En juin 1943, elle est affectée en banlieue lyonnaise au service radio du Parti communiste clandestin, auprès de Francine Fromond.

Détectées par la goniométrie ou dénoncées, elle sera arrêtée le 30 juillet 1943 avec Francine Fromond et une autre résistante, Germaine Frémont, dans la maison de Saint-Vérand, en banlieue lyonnaise d'où elles émettaient.

Torturées par la Gestapo lyonnaise, elles furent jugées à Paris en janvier 1944 puis à Lyon. Condamnées à mort par un tribunal militaire, elles furent incarcérées à la Prison de Fresnes en Région parisienne.

Germaine Frémont mourut des suites des tortures subies, Joséphine Turin et Francine Fromond furent – le développement de l'insurrection entravant leur transfert en Allemagne – **fusillées dans la cour de la Prison de Fresnes le 5 août 1944.**

Laurent, le mari de «Fifi», devenu responsable militaire des FTP du Vaucluse sous le pseudonyme de «Clément», fut tué dans les combats de la libération en Ariège.

Une artère du 10^e arrondissement de Marseille porte son nom : le «Boulevard Fifi-Turin», une plaque a été apposée sur la maison qu'elle habitait 69 rue des Bignes (actuelle rue Del-Bello).

Suzanne VASSEUR

Née le 16 janvier 1914 à Calais (Pas-de-Calais), fille d'Auguste Vasseur, employé de commerce, et de Suzanne Rault, elle partit, après des études poursuivies jusqu'à l'EPS, pour l'étranger afin d'améliorer ses connaissances, en Angleterre d'abord, puis en Espagne et enfin en Allemagne, où elle rencontra celui qui devint son mari en 1936, Richard Wesse.

De leur union naquit en avril 1937 une petite fille, Catherine. Richard était communiste et également Juif. Opposant



convaincu au régime nazi, il appartenait à ce microcosme des Allemands antihitlériens engagés dans la Résistance. Richard et Suzanne militaient dans le groupe animé par Herbert et Marianne Baun.

Selon Lucien Steinberg, historien de la résistance juive : «C'est vers la fin de l'été 1937 que s'est constitué à Berlin un des groupements de résistance les plus extraordinaires, celui d'Herbert et Marianne Baun. Extraordinaire parce

que constitué au centre même de la capitale du Reich nazi et parce que composé fondamentalement de gens appartenant aux groupes humains les plus résolument combattus et traqués par le nazisme, des Juifs et des communistes voire des communistes juifs». Le groupe de Herbert et Marianne Baun milita dans un secteur couvrant le centre de Berlin.

Un survivant, Richard Holzer, dont Jean Marie Fossier a retrouvé la trace en Allemagne de l'Est, a indiqué : «J'ai adhéré fin 1939 au groupe d'Herbert Baun mais je n'ai vraiment connu Suzanne Vasseur qu'en juin 1940. À partir de cette période, je l'ai vue presque chaque jour, jusqu'à sa mort. Tout ce qui me reste d'elle, c'est une mauvaise petite photo et *Le Chant du monde de Giono*. Elle était très férue de Jean Giono et nous n'avons jamais terminé nos discussions à ce sujet».

Il est certain qu'elle possédait la faculté, grâce à des dons brillants, de rendre familiers en peu de temps, des problèmes idéologiques et politiques. Ce qui ensuite la poussait à traduire en actes ce qu'elle avait reconnu comme juste. Grâce à ses ressources personnelles puis à des travaux de traduction bien rétribués, Suzanne Vasseur put aider financièrement le groupe de résistance. Elle prit part à la confection d'innombrables tracts, ou même à leur écriture.

Le 19 mai 1942, le groupe passa à l'action directe en mettant le feu à une exposition antisoviétique installée par Goebbels sous le nom ironique du « Paradis soviétique », dans le Lustgarten. Suzanne Vasseur était accompagnée de son amie Sala et assurait la couverture de celui qui mit l'explosif à retardement dans la reconstitution d'une Isba.

Il y eut un incendie, plusieurs personnes furent blessées. L'effet psychologique fut indéniable. Les représailles furent brutales et sanglantes. 500 Juifs berlinois furent fusillés à la caserne SS Lichtenfelde-West et au camp de Sachsenhausen.

Quarante-huit heures après l'attentat, Herbert Braum et sa femme étaient arrêtés. Trois jours plus tard, ce fut le tour de Susanne Vasseur et de son mari. Après des tortures abominables, quatorze résistants payèrent de leur vie l'incendie allumé à l'exposition antisoviétique, à l'exception d'un seul qui réussit à passer en Hongrie, Richard Holzer, dont le témoignage est cité ci-dessus.

Enfermée à la prison des femmes de la Barninstrasse, Suzanne Vasseur fut transférée à Plötzen avec son amie Sala qui était grièvement blessée, après avoir essayé de se suicider en sautant du 3^e étage de l'immeuble de la police. Toutes deux furent **décapitées en septembre 1942**.

Suzanne Vasseur avait réussi à confier sa fille à une amie, Miggi Revih. La petite Catherine survécut ; elle est aujourd'hui mariée et mère de deux enfants. Sur une stèle du cimetière juif de Berlin-Weissensee, sont gravés les noms de tous les membres du groupe Herbert Baum ; et parmi eux celui de Suzanne Vasseur.

Solange VIGNERON



Née le 16 juillet 1919 à Senones, dans les Vosges, fut ouvrière du textile, adhérent à l'âge de 15 ans au Parti communiste et en 1935 à la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU), ses camarades de travail l'élevant déléguée, devenant à 17 ans devenant secrétaire adjointe du syndicat CGT du Textile de Senones, animant avec sa tante, Jeanne Spaini, la grève des Usines Boussac de Senones d'avril à juin 1936 lors du Front Populaire.

En 1938, elle forme à Senones le premier foyer vosgien de l'Union des Jeunes Filles de France, créée le décembre 1936 sous la présidence de Danielle Casanova et liée à la Fédération des Jeunes communistes.

Après la signature du Pacte germano-soviétique, Solange Vigneron resta fidèle au Parti communiste interdit, dont elle dirigera la structure clandestine à Senones, participant dès juillet 1940 aux diffusions de tracts et journaux clandestins. – dont la *Voix de l'Est*, l'organe communiste lorrain. En 1941, elle devient responsable interrégionale des Jeunes communistes pour sept départements et agent de liaison de l'état-major régional FTP.

Dénoncée, recherchée, Solange Vigneron fut arrêtée à Nancy le 23 avril 1942 par la police de l'administration pétainiste et livrée à la Gestapo. Torturée à la prison Charles III de Nancy, elle ne livra aucun renseignement. Transférée à Paris à la prison de la Santé, elle fut ensuite déportée «Nuit et Brouillard» (NN) en Allemagne à Aix-la-Chapelle (Aachen), elle y fut condamnée le 21 août 1943 à la peine de mort.

Elle attendit l'exécution plusieurs mois à la prison de Cologne, réconfortant ses codétenues. Solange Vigneron fut, après deux simulacres d'exécution, **guillotinée à Cologne le 11 mai 1944**.

Elle fut inhumée solennellement à Senones le 6 janvier 1949. Elle reçut par arrêté officiel le 18 juillet 2002 la mention «Morte en Déportation».

Une rue de Senones portant son nom y honore sa mémoire.

Gertrud WEISLER



Née le 6 juillet 1918 à Vienne (Autriche), dans une famille juive autrichienne, Gertrud Weisler, alors que s'accroissait en Autriche la pression nazie, arriva en France en septembre 1937 y obtenant un statut régularisé de réfugiée.

Elle vécut à Paris en hôtel, 26 avenue Mathurin-Moreau à Paris (XIX^e arr.) puis 8 rue Jacques-Cartier (XVIII^e arr.), avec son compatriote Ernest Blaukopf, ancien membre du Parti Social-démocrate autrichien, réfugié en France depuis septembre 1936, et qui s'était rapproché du Parti communiste.

Intégré en septembre 1939 comme ex-autrichien, volontaire pour combattre dans l'armée française, incorporé dans un bataillon d'infanterie, Blaukopf fut démobilisé le 28 juin 1940 à Tarbes et, après avoir travaillé comme fourreur à Lyon, revint à Paris.

Gertrud Weisler et lui ne se conformèrent pas aux lois anti-juives du régime pétainiste, telle celle du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des Juifs, et prirent les identités d'Ernest et de Gertrud Gombert (née Boulanger).

Travaillant comme mécanicienne en fourrure chez Fischer 9, rue du Faubourg-Poissonnière (IX^e arr.), Gertrud, militante du «Travail allemand» (TA), remettait sous enveloppe des tracts du Front national rédigés en allemand à des hommes des forces d'occupation. Un militantisme très dangereux, dont la direction fut confiée à Artur London.

Le 21 juillet 1943, lorsqu'elle entra dans sa chambre, elle fut accueillie par trois inspecteurs de la BS1. Dans son sac à main, ils trouvèrent une enveloppe avec cinq tracts signés du «Front national» rédigés en allemand. Dans une valise de linge de corps appartenant à Blaukopf, des tracts de même nature furent trouvés.

Emmenée à la préfecture de police, Gertrud Weisler fut interrogée par Fernand David, commissaire de la BS1. Elle déclara qu'elle n'était membre d'aucun parti politique ni du Front national et quelle avait été «obligée d'assurer la diffusion des tracts en compensation de la fourniture par l'organisation d'une fausse carte d'état-civil».

Elle déclara que les faux papiers avaient été fournis par Albert Kraus, qui exigeait en compensation sous peine de dénonciation la diffusion des tracts remis par Blaukopf depuis octobre 1942. Recherchant la compagnie de soldats allemands, elle acceptait de boire un verre en leur compagnie,

HEROINES DE LA RESISTANCE...

parfois de sortir avec eux. À l'issue des rencontres «Je leur remettais une enveloppe contenant les tracts [...] en leur demandant de lire ceux-ci». Elle affirma qu'aucun soldat n'ouvrit l'enveloppe en sa présence. Elle n'avait aucune idée de l'impact de cette propagande. Elle soutint qu'elle travaillait seule sans toucher la moindre rétribution.

Livrée aux autorités allemandes, Gertrud Weisler comparut le 15 septembre 1943 devant le tribunal militaire allemand du Grand-Paris, rue Boissy-d'Anglas à Paris (VIII^e arr.), elle fut condamnée à mort pour «propagande défaitiste et juive». Transférée à Düsseldorf (Allemagne), sur ordre du procureur général auprès du Tribunal spécial, elle fut **guillotinée le 16 décembre 1943**.

Ernest Blaukopf fut condamné à mort par le même tribunal le 23 septembre 1943, et fut fusillé le 28 septembre au Mont-Valérien ; son corps repose au Carré des fusillés au cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine.

Irène WOSIKOWSKI



Née en février 1910 à Dantzig (ville alors en Prusse jusqu'en 1918 puis Ville libre jusqu'en 1939 et aujourd'hui la ville polonaise de Gdansk), fille d'ouvrier, elle adhéra très jeune aux Jeunesses communistes en 1924 puis en 1930 au Parti communiste allemand (KPD) qui, en 1933, année de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'envoya à Moscou à l'«Ecole Léniniste» des cadres de l'Internationale Communiste (Komintern).

En 1934, elle échappe à l'arrestation par la Gestapo et s'exile. Après un séjour en Tchécoslovaquie, elle fut envoyée par le KPD en France et travailla à la *Deutsche Volkszeitung*, journal de l'émigration antinazie qui sera interdit en France en 1939.

Internée le 13 mai 1940 après la déclaration de Guerre au camp de Gurs comme ressortissante d'un pays ennemi, elle

s'enfuit avec Luise Kraushaar et Thea Saefkow en août 1940 et prit contact avec la direction clandestine du KPD repliée à Toulouse. Arrêtée à Marseille, incarcérée aux Baumettes jusqu'en 1941, elle reprit à sa libération, sous les pseudonymes de «Paulette Monier» et «Marie-Louise Durand», son combat clandestin, qui prit une dimension nouvelle après l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht en novembre 1942. Elle est alors affectée au «Travail allemand».

Entrée en contact à Marseille à l'été 1943 avec un marin de la Kriegsmarine qui affirmait un positionnement antinazi, elle lui remet à distribuer aux militaires allemands des exemplaires du journal clandestin antinazi *Soldat am Mittelmeer*, diffusé en zone Sud depuis novembre 1942. Le 26 juillet 1943, lors d'un rendez-vous fixé près du Zoo de Marseille avec ce marin, qui l'a trahie, elle est arrêtée par la Sipo-SD.

Emprisonnée au siège du SD de Marseille rue de Paradis, où elle est torturée sans livrer de noms ou renseignements, elle est ensuite transférée à Fresnes, puis le 30 octobre 1943, en Allemagne à la prison de Hambourg-Fuhlsbüthe. Puis à celle de Cottbus et enfin à celle pour femmes de la Barminstrasse à Berlin.

Accusée de haute-trahison, d'atteinte au moral de l'armée et d'agissements en faveur de l'ennemi, elle sera condamnée à mort le 13 septembre 1944 par le «Tribunal populaire» de Berlin, le *Volksgeschichtshof* que préside le sinistre Freisler.

Elle est **guillotinée le 27 octobre 1944 à la prison de Berlin-Plötzensee**.

Après la guerre, les tribunaux ouest-allemands refuseront de recevoir la plainte déposée le 13 janvier 1948 par sa mère contre le marin l'ayant dénoncée, au motif que celui n'aurait fait que son... devoir envers les forces allemandes nazies d'occupation en France. Le 25 août 1998, le jugement la condamnant à mort a été annulé par la loi sur «l'abolition des jugements nationaux-socialistes injustes».

Elle est inhumée avec sa mère, morte en 1949, au cimetière d'Ohlsdorf à Ehrenhain Hambourg.

DE NOMBREUSES AUTRES VICTIMES DU SYSTEME «JUDICIAIRE» NAZI

Jusqu'à ses dernières semaines d'existence, le système judiciaire nazi – n'ayant que peu sinon aucun rapport avec la justice – poursuivra sa sinistre besogne, confondant comme en France de plus en plus son action avec les massacres que multiplie la soldatesque nazie en recul, comme à Tulle, Oradour, Maillé et tant d'autres lieux qui jalonnent ses parcours de retraite, et dont seront victimes des centaines de vieillards, d'enfants, d'hommes et de femmes aussi.

Habillant encore parfois pour quelque temps leurs crimes d'une apparence judiciaire : ainsi, **Clémence Farineau**, dont le tragique sort – elle fut fusillée – a été évoqué ci-dessus, avait été condamnée à mort le 28 août 1944 par le Tribunal militaire allemand qui siégea boulevard Pater, à Valenciennes, avec 19 autres Résistants, dont **Madeleine Kulpa-Grass** (44 ans), qui subit le même sort.

Plusieurs autres Résistantes, telles celles appartenant au Réseau «Alliance», dont les dossiers classés «Secret» et «NN» ont été transmis par la Gestapo qui les arrêta au *Reichskriegsgericht* (RKG, «Tribunal de guerre du Reich»), seront assassinées. Certaines après une ignoble mise en scène : le 30 novembre 1944, leurs geôliers font signer à 26 déportés – dont 7 femmes – une... levée

d'écrou, leur remettant pour entrer en liberté la somme de 10 Marks ; une liberté qui s'achèvera quelques heures plus tard... dans la Forêt de Pforzheim. : **Suzanne Chireix** (45 ans), arrêtée le 13 août 1944 à Lyon, **Alice Coudol** (20 ans), arrêtée à Lesneven, **Marie Gillet** (34 ans), adjointe du chef du réseau brestois d'«Alliance» **Marie Le Bacquet**, née Menez (60 ans), **Claire Machtou** (26 ans), **Marguerite Premel** (37 ans) née Corre, agent de liaison d'«Alliance» de la Région Bretagne, **Marie-Amélie Simotel** (68 ans), arrêtée à Brest le 27 novembre 1943, furent, comme leurs 19 camarades masculins, abattues d'une balle dans la nuque.

Le 1^{er} septembre 1944, en Alsace annexée dont s'approchent les armées libératrices, incluant la 1^{re} armée française, le camp de concentration du Struthof va connaître un nouveau drame dont seront victimes une centaine de Résistants et Résistantes du Réseau «Alliance», dont 5 femmes qui avaient été préalablement internées dans le baraquement «le Garage», toutes «NN», **Edith Augustin** (48 ans), d'«Alliance» dans le Sud-ouest, **Suzanne Cardineau** (27 ans), du secteur nantais d'«Alliance», **Yvonne Coindeau** (35 ans), estafette d'«Alliance» en Bretagne, **Raymonde Le**

Névé (34 ans), boîte à lettres d'«Alliance» en Loire-Atlantique, **Marie Tillez** (53 ans), dont le domicile dans la Vienne servit de lieu d'émission radio pour «Alliance» Sud-Ouest.

De l'autre côté du Rhin, dans le Pays de Bade, après avoir été internées à la prison d'Offenburg, elles aussi classées «Secret» et «NN», **Henriette Amable** (26 ans), arrêtée le 21 septembre 1943 près de Volvic, **Lucienne Barnet** (33 ans), **Marie-Thérèse Mengel** (33 ans), épouse du chef du secteur Nord-Est d'«Alliance», **Simone Pauchard** (33 ans), agent de liaison, furent abattues le 27 novembre 1944 d'une balle dans la nuque dans la forêt de Rammersweier.

Conjointement à d'autres agents féminins du S.O.E., Britanniques, Canadiennes, Mauriciennes, les Françaises **Andrée Borrel** (25 ans) et **Sonia Olschanezky** (20 ans) seront exécutées par injection de phénol au Struthof le 6 juillet 1944, **Madeleine Damerment** (27 ans), sera exécutée d'une balle dans la nuque à Dachau le 12 septembre 1944, **Denise Bloch** (29 ans), sera exécutée à Ravensbrück fin janvier 1945.

Simone Michel-Levy, **Hélène Ligner** et **Noémie Suchet** seront pendues pour sabotage au camp de Flossenbürg le 13 avril 1945.

LA RESISTANCE MOLDAVE

Le 27 août 1991, la République Socialiste Soviétique (R.S.S.) de Moldavie proclamait son indépendance, conséquence de la disparition de l'Union Soviétique. Une indépendance rendue difficile par le contexte géopolitique du pays, situé entre la Roumanie et l'Ukraine, avec une Russie restée de facto présente, par les réminiscences et contentieux historiques quant à l'identité moldave, le nom du territoire concerné et son étendue aux frontières ayant varié, par les problèmes relationnels contemporains avec les minorités russophone, ukrainophone et gagaouze¹.

MOLDAVIE ET BESSARABIE

Le 28 mai 1812, à l'issue d'une guerre ayant opposé l'Empire ottoman à l'Empire russe tsariste, finalement victorieux, par le Traité de Bucarest, la région qui s'étend du sud-ouest de l'Ukraine jusqu'au fleuve Prout va être, sous l'appellation de Bessarabie, annexée à l'Empire russe.

Après une courte période d'autonomie, qui s'achèvera en 1828, la Région sera soumise à une politique de russification : l'usage de la langue moldave est interdit en 1829 dans les administrations, en 1833 dans les églises, en 1842 dans l'enseignement secondaire, en 1860 dans les écoles primaires...

Cette politique linguistique va s'accompagner aussi d'une politique démographique, encourageant l'émigration de Moldaves vers d'autres régions de l'Empire russe tandis qu'était favorisée l'installation de Russes et d'Ukrainiens. Enfin, des voies ferrées et des infrastructures industrielles visent à intégrer la région à l'Empire.

Au-delà du fleuve Prout, les principautés roumanophones de Valachie et de Moldavie, à la fois vassales de l'Empire ottoman et de fait protectorats russes, élisent en janvier et février 1859 un même souverain, Alexandre Cuza, et fusionnant leurs institutions, vont former un Etat que l'on appellera bientôt Roumanie, dont l'existence impactera l'histoire régionale jusqu'à nos jours.

En février 1917, la Révolution qui éclate à Saint-Petersbourg, et bientôt essaime dans les principales villes de l'Empire, entraîne l'abdication en mars du Tsar «de toutes les Russies» Nicolas II, et entame un processus d'affirmation de l'identité nationale de nombreux peuples de l'Empire - Polonais, Baltes, Finlandais, Caucasiens, Ukrainiens, Moldaves... - se traduisant par la formation de structures politiques ou paraétatiques, parfois éphémères, dans un

contexte d'affrontements entre «rouges» et «blancs».

En avril 1917 se crée un Parti national moldave (*Partidul National Moldovenesc*) représentant les roumanophones, alors que se forment en Moldavie - comme dans les autres régions de l'empire russe - des conseils (soviets) notamment d'ouvriers et soldats.

Le 16 juillet 1917, le Conseil des soviets de Chisinau forme un gouvernement, le *Sfatul Tarii* («Conseil du pays»), qui le 15 décembre 1917 proclame la naissance de la «*République Démocratique autonome de Moldavie*»; laquelle, qui, se heurtant aux Bolcheviks, va faire appel le 13 décembre 1917 au secours de troupes roumaines... et françaises, qui interviennent le 13 janvier 1918².

Le 24 janvier 1918, le *Sfatul Tarii* vote à l'unanimité l'indépendance de la *République Démocratique Moldave*, présidée par Ion Inculiet, un Moldave ancien enseignant scientifique de l'université de Saint-Petersbourg. Une indépendance qui va durer... jusqu'au 27 mars 1918 car, par 86 voix contre 3 et 36 abstentions, le *Starul Tarii* vote l'union de la *République Démocratique moldave* avec la Roumanie.

Cette union sera ratifiée par le Traité de Paris du 28 octobre 1920, qui accorde la Bessarabie à la Roumanie; l'Ukraine soviétique et l'URSS ne reconnaissant pas cette annexion.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE AUTONOME DE MOLDAVIE (RSSA)

Après l'intégration de la Bessarabie à la Roumanie, la frontière avec l'URSS naissante étant établie sur le cours du fleuve Prout, les Bolcheviks bessarabiens, réfugiés dans les territoires frontaliers dépendant sous le régime tsariste de l'Ukraine et situés sur la rive gauche du Prout, vont militer pour y créer dans un premier temps, en mars 1924, un «oblast» (district) autonome moldave. Lequel sera élevé le 12 octobre suivant au rang de «République Socialiste Soviétique Autonome» (RSSA) de Moldavie, au sein de la République Socialiste Soviétique (RSS) d'Ukraine, composante fondatrice de l'URSS avec la Russie, la Biélorussie, la Transcaucasie, l'Ouzbékistan, le Turkménistan.

Le nouvel Etat moldave autonome, dont la capitale - fictivement Chisinau/Kichinev, restée en territoire



désormais roumain - va être de fait fixée successivement à Balta (1924-1928), Birzula (1928-1929) et Tiraspol (1929-1940)³. Sur un territoire exigu de 7 516 km², la RSSA moldave a une population de 572 339 habitants en 1926, dont seulement 30 % de Moldaves⁴, les Ukrainiens étant 48,5 %, les Russes 8,5 %, les Juifs 8,5 %, les Allemands 1,9 %.

La RSSA moldave va avoir à sa tête un Conseil (Soviet) des Commissaires du Peuple et être de fait dirigée par le Comité régional moldave du Parti Communiste d'Ukraine; en 1930, il comptera en Moldavie 2 532 membres. La RSSA moldave va connaître des difficultés communes à d'autres républiques soviétiques: ainsi la collectivisation des terres génère une crise agraire entraînant des révoltes qui, comme en décembre 1927, seront durement réprimées. Près de 2 500 familles moldaves sont transférées au Kazakhstan.

Les dirigeants de la RSSA moldave vont hésiter entre l'affirmation de la parenté ethnique et linguistique avec la population roumanophone de la Bessarabie voisine, avec le but d'y diffuser les idées bolcheviques, et l'affirmation d'une identité moldave spécifique se différenciant de la roumaine.

Ces débats, notamment autour de l'usage de l'alphabet latin, comme en Roumanie, ou du cyrillique russe, finalement imposé en février 1938, vont s'exacerber lors de la période de la répression stalinienne, qui se développe à partir du début des années trente et qui va atteindre aussi la RSSA moldave, conduisant à des accusations de nationalisme bourgeois - voire d'espionnage à la solde des Boyards roumains - à l'encontre de dirigeants du gouvernement moldave et du parti communiste régional.

Ainsi Griogriy Stary, président du Commissariat du peuple (Conseil des

¹ Les Gagaouzes sont une population chrétienne parlant une langue apparentée au turc, devenue majoritairement russophone à l'époque soviétique. 162 000 vivent dans le sud-ouest de la Moldavie, dans une région autonome, 32 000 en Ukraine, une cinquantaine de milliers en Turquie, Russie...

² Placée sous la direction du général Henri Berthelot, une mission militaire française de 430 officiers et 1500 sous-officiers et soldats était arrivée en octobre 1916 en Roumanie, pays allié de la France lors de la Première Guerre mondiale. Elle devra officiellement quitter le pays lors du retrait de la Roumanie du conflit entre mars et le 31 octobre 1918; toutefois, une partie de ses effectifs resteront en République Démocratique Moldave, l'appuyant face aux Bolcheviks de la République Soviétique d'Odessa. Les troupes françaises ne quitteront la région qu'à... l'automne 1919.

³ Balta et Birzula seront depuis 1940 en Ukraine, la ville de Tiraspol, sur le Dniestr, est aujourd'hui la capitale de la République russophone - sécessionniste de la Moldavie - de Transnistrie.

⁴ 81 000 Moldaves resteront en Ukraine au-delà des frontières de la RSSA.

RESISTANTS DE TOUS PAYS...

ministres) d'octobre 1924 à avril 1925, de 1926 à 1928 et d'avril 1932 à juin 1937, est arrêté le 22 juin 1937 et exécuté, comme vont l'être, Yevstafiy Voronovitch, président du Comité central exécutif (1926-1937), Iossif Badeev, Haïm Bogopolski, Ivan Placinda, Zinoviy Siderski, secrétaires régionaux du PC entre 1924 et 1937, exécutés en 1937 et 1938, un sort qui sera celui de dizaines d'autres cadres de la R.S.S.A. tels Ecaterina Arbore, qui fut Commissaire à la Santé à la création de la République, de Gavril Buciuscan, commissaire à l'Éducation... Iona Yakir, né à Chisinau, qui batailla en 1917-1918 pour bolcheviser la Bessarabie, devenu par la suite l'un des principaux chefs militaires soviétiques, fut arrêté le 31 mai 1937 et exécuté le 12 juin suivant.

Un événement extérieur d'importance considérable va avoir des répercussions majeures en Moldavie : le 23 août 1939, après des mois de discussions infructueuses du fait des réponses dilatoires de la part de la France et de l'Angleterre aux propositions de l'URSS de signature d'un pacte de sécurité collective face à Hitler, Viatcheslav Molotov, ministre soviétique des Affaires étrangères, signe à Moscou, en présence de Staline, avec son homologue du Reich hitlérien, Joachim Ribbentrop, un «*Traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique*», que l'histoire a retenu sous le nom de «*Pacte germano-soviétique de non-agression*» ou de «*Pacte Ribbentrop-Molotov*».

Au-delà de son texte officiel, le Pacte comprend un Protocole secret⁵, dont les dispositions concernant la Pologne, les Etats baltes et la Bessarabie roumaine ne seront connues qu'après la fin de la Seconde Guerre Mondiale : l'article 3 de ce Protocole stipule que «*Dans le sud-est de l'Europe, la partie soviétique insiste sur l'intérêt porté à la Bessarabie. Du côté allemand, on déclare se désintéresser totalement de ces régions*»⁶.

LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE MOLDAVIE

Quatre jours après la signature le 22 juin 1940 de l'armistice avec le Reich

⁵ L'URSS ne reconnaît officiellement son authenticité qu'en 1989. Alexandre Iakovlev, membre du Bureau politique du PCUS et président de la commission gouvernementale chargée d'examiner le Pacte germano-soviétique, déclarera le 23 décembre, lors du II^e Congrès des députés du Peuple de l'U.R.S.S., que Staline et Molotov avaient effacé les traces du protocole secret, et qu'il était resté inconnu, tant au Soviet suprême qu'au Bureau politique jusqu'en 1948, date à laquelle il fut publié aux États-Unis. «*Tout cela, dira-t-il, nous a coûté très cher, tant politiquement que moralement*».

⁶ Ce Protocole secret place dans son article 1 les Etats baltes (y compris la Finlande) dans la zone d'influence de l'URSS et, dans son article 2, envisage la disparition éventuelle de l'Etat polonais, avec dans ce cas la nécessité d'une délimitation de frontières. Par son article 4, les signataires du Pacte s'engagent à en garder le Protocole «*strictement secret*».

Suite à l'attaque de la Pologne par l'Allemagne nazie le 1^{er} septembre 1939 et à la capitulation de Varsovie le 27 septembre, l'URSS ayant occupé l'est-peuplé de Biélorusses et d'Ukrainiens – de la Pologne à partir du 17 septembre, l'Allemagne et l'URSS signent le 28 septembre à Moscou un second traité, dit «*Traité germano-soviétique d'amitié, de coopération et de démarcation*»,

par la France, depuis le 13 mai 1939 garante – avec la Grande-Bretagne – des frontières roumaines, le gouvernement soviétique, qui a massé à la frontière roumaine trois armées (5^e, 9^e et 12^e) sous le commandement du général Joukov, adresse, en dépit d'un traité soviéto-roumain de non-agression signé en 1938, le 26 juin un ultimatum au gouvernement roumain le sommant de céder sous 48h à l'URSS la Bessarabie et le nord de la Bukovine⁷.

Le 28 juin, ne recevant aucun appui extérieur et sous la pression allemande, le gouvernement roumain accepte l'ultimatum, retirant – en abandonnant leurs installations et casernes – ses forces militaires en deçà du fleuve Prut, sur les rives duquel arrive l'Armée rouge ayant franchi le Dniestr. Près de 70 000 personnes – dont le personnel non moldave de l'administration roumaine – quitteront la Bessarabie et la Bukovine pour la Roumanie, tandis que 150 000 autres à l'inverse quitteront la Roumanie pour les deux nouvelles régions soviétiques⁸, la frontière entre les deux pays étant fermée le 2 juillet.

Un mois après, le 2 août 1940, les 3/4 de la Bessarabie et l'ouest de la RSSA de Moldavie⁹ vont être fusionnés dans une nouvelle République fédérée (RSS) de l'URSS de 31 843 km², la «Répu-

actant la disparition de l'Etat polonais et ouvrant la voie à la mise en œuvre des dispositions secrètes du «Pacte germano-soviétique de non-agression» du 23 août 1939 concernant les Pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ; lesquels sont contraints de signer avec l'URSS, du 28 septembre au 10 octobre 1939, des «traités d'assistance mutuelle» impliquant le stationnement sur leurs territoires de forces armées soviétiques. Ce qui conduira, après la victoire allemande en juin 1940 sur la France, protectrice des Etats baltes, à leur occupation totale puis à leur annexion par l'Union soviétique à l'été suivant.

Le refus de la Finlande d'accéder à la demande de l'URSS de lui céder des territoires finlandais dans l'Isthme de Carélie et une base navale à la sortie du Golfe de Finlande, afin de sécuriser Leningrad, conduira les troupes soviétiques à envahir, sans déclaration de guerre, la Finlande le 30 novembre 1939 : ce sera le début de la «Guerre d'Hiver».

Malgré la disproportion des forces – 800 000 hommes, 3 000 chars et 3 800 avions pour les Soviétiques, 250 000 hommes, 130 chars et quelques dizaines d'avions divers pour les Finlandais – la Guerre d'hiver ne s'achèvera que le 12 mars 1940, l'Armée rouge, affaiblie par la répression stalinienne ayant décapité ses états-majors, ayant subi d'importantes pertes (127 000 tués et 265 000 blessés et prisonniers, contre 22 800 tués, 29 800 blessés et 1 000 prisonniers pour l'armée finlandaise). Le traité de Moscou qui y met fin le 12 mars 1940 concède à l'URSS les territoires revendiqués dans l'Isthme de Carélie, éloignant ainsi Leningrad de la frontière ; ce qui sera un atout stratégique en juin 1941, lors de l'attaque allemande contre l'URSS, à laquelle se joindra la Finlande...

La Finlande aura reçu l'appui de quelques centaines de volontaires scandinaves (Suédois, Danois, Norvégiens), de matériels militaires envoyés par la Grande-Bretagne et la France (dont 30 avions Morane-Saunier et 6 Caudron). Un plan franco-britannique prévoyant l'envoi en Finlande d'un corps expéditionnaire de 100 000 Britanniques et 35 000 Français débarquant à Narvik en Norvège, et rejoignant la Finlande à travers la Suède, fut annulé avant tout début d'exécution, la Norvège et la Suède ayant refusé les autorisations de transit.

Quant à l'Allemagne nazie, malgré sa proximité avant-guerre avec le régime finlandais, elle laissa, conformément au Protocole secret du Pacte germano-soviétique, les mains libres à l'URSS. Comme elle le fera quelques mois plus tard en Bessarabie face à la Roumanie, fin juin 1940...

⁷ Les deux territoires totalisent 50 138 km² avec une population de 3,75 millions d'habitants, dont 68 % de roumanophones.

blique Socialiste Soviétique Moldave» (*Republica Sovietica Socialista Moldoveneasca*), avec pour capitale Chisinau/Kichinev, et villes principales Tiraspol, Balti, Bendery. La nouvelle République de 2 468 000 habitants va avoir à sa tête à partir du 28 juin 1940 Serghei Burlacenko, Président du «Comité révolutionnaire provisoire bessarabien» jusqu'au 10 février 1941, puis, à partir du 10 février 1941, Fiodor Brovko président du Présidium du Soviet suprême (Présidence de l'Etat), Tihon Konstantinov étant Président du Conseil des Commissaires du peuple (gouvernement) à partir du 2 août 1940.

La réalité du pouvoir est assurée par Piotr Borodin, un Ukrainien, premier secrétaire du Comité régional moldave du PC (b) ukrainien de juin 1939 au 14 août 1940 et qui devient à cette date premier secrétaire du Parti communiste (b) de la Moldavie, désormais indépendant du PC ukrainien (lui succédera le 11 février 1942 Nichita Salogor). En janvier 1941, le PC moldave compte 8 994 membres, auxquels s'adjoignent près de 35 000 membres des «komsomols» (Jeunesses communistes)

L'intégration de la Bessarabie au sein de la nouvelle RSS moldave va s'accompagner de bouleversements politiques, socio-économiques et démographiques : les moyennes et grandes entreprises commerciales et industrielles sont nationalisées, comme le système bancaire, les moyens de communication ferroviaires et fluviaux, les salaires et des fonctionnaires sont multipliés par deux, un effort va être fait dans les domaines de la santé et de l'éducation, une réforme agraire redistribue 229 752 hectares à 184 715 ménages de paysans pauvres avant que ne s'entame une lente collectivisation, à la fin 1940 233 kolkhozes ont été formés...

Sur le plan politique, des mesures de «déroumanisation» vont se traduire par le transfert de population vers l'Asie centrale et la Sibérie, l'arrestation de cadres politiques et administratifs de l'époque roumaine voire de la période de la République démocratique moldave¹⁰.

L'OCCUPATION ROUMAINE

La Roumanie va se joindre à l'Opération Barbarossa, l'offensive nazie du 22 juin 1941 contre l'Union Soviétique, en attaquant en Bucovine et Bessarabie l'Armée rouge, laquelle doit évacuer Kichinev le 16 juillet 1941 et faire retraite vers l'intérieur de l'Ukraine, en évacuant 300 000 habitants, 180 000 têtes de bétail, des usines ; les dirigeants de l'Etat et du PC moldave se repliant eux aussi en Ukraine, non sans avoir formé – no-

⁸ 93 000 Allemands de Bessarabie – ainsi qu'une quarantaine d'autres milliers de Bukovine – seront transportés par bateau sur le Danube vers Vienne, en Autriche, avant d'être installés par les nazis en Pologne occupée.

⁹ L'est de l'ex-RSSA avec l'ancienne capitale Balti et le sud de la Bessarabie (Budjak) sont transférés à l'Ukraine.

¹⁰ Tels cinq anciens députés du Statul Tari, qui décédèrent en détention en URSS entre novembre 1940 et février 1943.

tamment à partir des komsomols – le « Régiment communiste de Kichinev », des bataillons « d'assaut » ou de « destruction » et une milice populaire qui vont assister l'Armée rouge dans sa bataille de retardement de l'offensive roumaine.

Celle-ci, après avoir pris le contrôle de la RSS moldave, va en dépasser les frontières et se poursuivre jusqu'au fleuve Boug, s'emparant de la ville d'Odessa. Cette région, entre le Dniestr et le Boug, va, sous le nom de « Gouvernorat de Transnistrie », être une zone d'occupation militaire roumaine, dans laquelle le gouvernement fasciste roumain de Ion Antonescu déportera dans des camps de concentration les opposants roumains et moldaves hostiles à l'annexion à la Roumanie.

La Transnistrie sera aussi jusqu'en mars 1943 un lieu de déportation pour entre 123 000 et 150 000 Juifs de Bessarabie – ceux de Chisinau le seront en octobre 1941 – et de Bucovine, ainsi que 20 000 à 30 000 Juifs roumains, de même que plusieurs milliers de Juifs de la région d'Odessa ayant survécu aux massacres perpétrés par l'Armée roumaine qui firent du 22 au 24 octobre 1941 de 25 000 à 35 000 victimes.

Près des ¾ de ces déportés juifs, enfermés dans plus d'une vingtaine de ghettos et camps, périront, victimes de la famine, du froid, assassinés par des commandos de tueurs roumains – militaires, gendarmes roumains – et des « einsatzgruppen » nazis.

Il en ira de même pour 10 000 Roms victimes des persécutions racistes du régime fasciste d'Antonescu.

LE COMBAT DES PARTISANS

En septembre 1941, la direction du PC moldave met en place un centre de commandement clandestin des partisans placé sous la direction de A.M. Tereshchenko, plusieurs autres cadres du PC moldave tels Ivan Ivanovitch Aleshin, secrétaire du Comité central, qui devien-



En bleu foncé, le territoire roumain avant 1918, en bleu clair, la Bessarabie tsariste annexée à la Roumanie par le traité de Paris de 1920. En orange foncé et clair, à l'intérieur du liseré orange foncé, la R.S.S.A. Moldave (1924-1940), à l'intérieur du tracé rouge, la RSS de Moldavie (1940-1941, 1944-1998). En orange clair, le « Gouvernorat de Transnistrie » roumain (1941-1944).

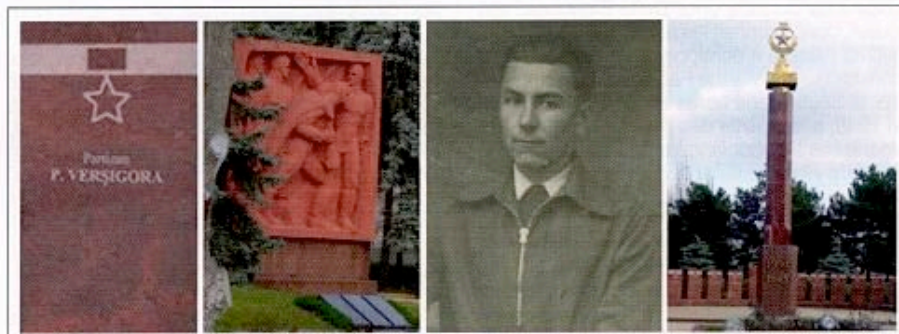
dra en juin 1943 commissaire de la 1^{re} Union moldave des détachements de partisans – et tombera au combat le 24 février 1944 – et G. la Rud, vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple, sont envoyés dans le territoire occupé.

Fin 1943 Salogor est en liaison avec les partisans aux confins ukraino-moldaves. A Moscou, est publié entre 1942 et 1944 le journal en moldave *Moldova socialistă*.

Seront particulièrement actifs dans la Résistance en Ukraine, en Moldavie et en Transnistrie les membres de la « Jeune Garde ». Organisation clandestine formée en 1942 en Ukraine par des

covine est libérée le 30 mars et sera une des bases de départ de l'offensive Jassy-Kichinev (en moldavo-roumain *ofensiva Iasi-Chisinau*) des 2^e et 3^e fronts Ukrainiens de l'Armée rouge qui, entre le 20 et le 29 août, va prendre en tenaille, depuis Jassy au nord et Tiraspol au centre, les 3^e, 4^e armées roumaines ainsi que les 6^e et 8^e armées germano-roumaines.

La rapide destruction des 4^e armée roumaine et 6^e armée germano-roumaine va être quasi-concomitante avec un coup d'Etat – dans la capitale roumaine Bucarest – qui, le 23 août, destitue le dictateur Antonescu et décide de faire sortir la Roumanie de l'Axe, et va avoir à combattre les forces allemandes



La stèle de P. Versigora, les combattants, Boris Glavan, le complexe mémoriel de « l'Etoile commémorative » à Chisinau.

Komsomols pour mener le combat clandestin contre l'envahisseur nazi, et que le romancier Alexander Fadeev a rendu célèbre sous ce titre, elle qui compta parmi ses membres des Moldaves ; dont le jeune Boris Glavan, né en décembre 1920 en Bessarabie alors roumaine, et qui, devenu citoyen de la RSS de Moldavie en 1940, intégra lors de l'attaque nazie – et roumaine de juin 1941 – un « bataillon de destruction » de l'Armée rouge.

Replié en Ukraine face à l'offensive nazie, il y intégra « la Jeune Garde », capturé par les nazis le 5 janvier 1943, torturé, il fut exécuté. Un buste honore sa mémoire dans l'université d'Etat de Balti où il avait achevé ses études.

Fait « héros de l'Union Soviétique » à titre posthume, Ion Soltis, né en Moldavie en 1923, participa à la guérilla antifasciste et à la libération de son village en liaison avec l'Armée rouge, qu'il rejoindra, poursuivant jusqu'aux marges de l'Allemagne le combat dans ses rangs, dans lesquels il tombera, se jetant devant une mitrailleuse nazie pour la neutraliser lors d'un assaut.

Au second trimestre 1944, l'Armée rouge, qui a libéré la capitale ukrainienne Kiev le 6 novembre 1943, développe son offensive contre les forces germano-roumaines en Bucovine et dans le sud de l'Ukraine : passant le Boug et libérant la Transnistrie fin mars 1944, arrivant sur les rives du Dniestr, elle libère Odessa le 10 avril 1944. Le 13 mai suivant, la garnison allemande de Sébastopol en Crimée capitule, tandis qu'au nord, la Bu-

présentes dans le pays. Le 23 août est, dans l'actuelle République de Moldavie, le jour férié anniversaire de la Libération du pays.

LA MOLDAVIE LIBEREE

Le 24 août 1944, les dirigeants de la RSS de Moldavie (1^{er} secrétaire du PC, Président du Présidium de l'Etat, chef du Gouvernement), réfugiés depuis le 16 juillet 1941 en Ukraine et en Fédération de Russie, regagnent Chisinau/Kichinev, les structures soviétiques sont rétablies, une épuration sévère des collaborateurs de l'occupation roumaine est mise en œuvre, ainsi que le remplacement de roumanophones, transférés vers la Sibérie ou le Kazakhstan, par des Russes et des Ukrainiens¹¹, le cyrillique remplace l'alphabet latin pour le dialecte moldave promu au statut de langue nationale, parallèlement à l'usage en expansion du russe.

64 000 citoyens de la RSS de Moldavie auront perdu la vie pendant la période de l'occupation roumaine entre 1941 et 1944, du fait de la répression, dans les combats de partisans et de la Libération, 85 000 reçurent des médailles soviétiques, 19 étant faits « Héros de l'Union soviétique », dont deux Moldaves ethniques tel le Partisan Petra Versigora qu'honore à Chisinau une stèle du complexe monumental « L'Etoile commémorative ».

¹¹ En 1946, seuls 14 % des dirigeants de la République moldave seront des roumanophones.

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e) de la Résistance qui consacreront leurs efforts

à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Roger FAURE (Alpes-Maritimes)

Disparu à plus de 97 ans, Roger Faure, né le 5 mars 1922, à Saint-Priest-les-Fougères (Dordogne) dans une famille très engagée politiquement, participe à 17 ans à peine, en tant que militant des Jeunesses Communistes, aux collectes pour l'Espagne républicaine. Début 1943, dès son retour des Chantiers de Jeunesse, mis en place par le Régime de Vichy pour encadrer les jeunes comme substitut du service militaire supprimé, il reçoit, lui qui appartient à la classe 42, l'ordre de départ forcé pour le Service du Travail Obligatoire en Allemagne (S.T.O.). S'étant rendu à La Coquille chez Dolet Blanchou, son cousin, dont il connaît les activités clandestines, celui-ci l'aidera à échapper à la réquisition. La mère de Roger, Marthe Faure, qui a repris, à 38 ans, la boulangerie après le décès de son mari en 1940, a fait partie des premières personnes organisées : la «*boulangère de Saint-Priest*» ou «*la Mère Poule*», ainsi qu'on l'appelle, reçoit chez elle les premiers responsables départementaux de la Résistance qui initient les premiers maquisards – dont Roger – aux rudiments de l'action armée et du sabotage ainsi que les premiers organisateurs des civils qui établissent dans de grands secteurs une véritable toile d'araignée de résistants. Depuis le départ de Roger, c'est André – 16 ans – qui l'a remplacé auprès de sa mère, tout en participant activement lui aussi, sous le pseudonyme de Jacquot, à la Résistance : il est responsable des Jeunesses Communistes dans le secteur de La Coquille. Sa sœur, Yvonne («*Vonette*»), très jeune, elle n'a que 14 ans, glissera elle aussi «*tout doucement*» dans l'action clandestine. Durant plusieurs mois, Roger vivra «*incognito*» au sein de familles des campagnes périgourdines ou limousines. Début juin 1943, il se voit proposer le commandement d'un groupe d'insoumis, volontaires pour venir s'installer dans la forêt, près de Saint-Nicolas-Courbefy et il devient ainsi, sous le pseudonyme de *Jim*, l'un des premiers chefs militaires de la forêt de Viellescourt. Le 19 août 1943, Roger Faure et son groupe, échappant à une attaque des GMR, guidés et renseignés par des ennemis locaux de la Résistance, gagnent tant bien que mal la vallée de la Dronne, près de Saint-Pardoux-la-Rivière. Tirant les leçons de cet incident, il adopte la tactique des déplacements continus, vers Saint-Yrieix tout d'abord, puis dans le secteur de Mavaleix ensuite, où il rencontre pour la première fois André Bonnetot, le nouveau Commissaire régional aux effectifs des FTP qui l'aiguille vers Sorges. Il rejoint alors le détachement *Gabrielli* et rencontre Jean Chateauraynaud, secrétaire de la mairie de Sorges et organisateur du combat clandestin dans le secteur. A la fin mai 1944, Roger rejoint Pierre Legendre dans l'équipe de direction du sous-secteur C, au sein duquel se constitue le 3^e Régiment FTPF de Dordogne, sous les ordres de Paul Bousquet, dit *Demorny*, futur commandant du 108^e R.I. avec lequel Roger termine la guerre devant La Rochelle. Il poursuivra, après-guerre, une carrière militaire et prendra sa retraite avec le grade de lieutenant-colonel. Retiré à Vallauris (Alpes-Maritimes), Roger Faure deviendra président-délégué départemental de l'ANACR, en 1984 il sera élu au congrès national ANACR de Cannes membre du Conseil national, en 1994, à celui de Vichy, il le sera au Bureau national. En 2006, au congrès de Limoges, il demandera à être placé à l'honorariat du Bureau national, y restant

jusqu'à son décès ; il était devenu Président d'honneur du Comité ANACR des Alpes-Maritimes. Fait Chevalier de la Légion d'Honneur le 10 novembre 1968, Roger Faure en avait été promu Officier le 19 mai 2004.

Charles THOULOUMOND (Corrèze)

Né le 11 juillet 1924, Charles Thouloumond entra à la SNCF en 1943. Affecté à l'atelier des machines-outils, d'entretien et réparation des matériels roulants, il fut très vite contacté par son chef Demaison pour participer à des actions de Résistance destinées à perturber la circulation des trains, alors moyen de transport principal des marchandises acheminées vers l'Allemagne nazie. Il intègre le groupe des cheminots FTP de la gare de Brive et du dépôt d'Estavel, en tant que «*légal*», exerçant son métier à l'atelier, la «*bricole*» comme il disait, avec un laisser-passer, qui allait lui permettre de circuler librement nuit et jour, malgré le couvre-feu. Il aurait voulu rejoindre le maquis mais on lui avait dit qu'il était plus utile à sa place. Il pouvait ainsi distribuer des tracts de la Résistance dans les casiers de ses collègues de travail, à la gare, donner aux clandestins des renseignements sur la nature des transports, les horaires, les mouvements de troupes, collecter de l'argent... Sa prudence, sa ruse, la chance aussi, lui ont permis d'échapper à l'arrestation et de participer «*à sa place*» à la libération de Brive le 15 août 1944. Après la guerre, soucieux de contribuer à la réussite des mesures proposées par le Conseil National de la Résistance, il s'engagera politiquement au P.C.F., syndicalement à la CGT, à l'ARAC, à l'ANCAC, à l'ANACR, au Mouvement de la Paix, portant ses valeurs. Il a eu à cœur de témoigner inlassablement avec sa verve enjouée, de son vécu de la Résistance dans les lycées, collèges et écoles primaires de Brive, captivant l'attention et s'attirant la sympathie des élèves candidats au CNRD. Il a laissé plusieurs témoignages enregistrés, en particulier en 2006 «*Faits de Résistance en Corrèze*», et en 2008 «*Résistances en Limousin*». Charles Thouloumond, membre du Conseil départemental de l'ANACR-Corrèze, secrétaire puis président du Comité ANACR du Pays de Brive, avait été élu en 1994 lors de son Congrès de Vichy au Conseil National de l'ANACR, dont il demandera l'honorariat lors de son congrès de Nevers en 2002, le restant jusqu'à sa récente disparition. Membre du Comité de commémoration de la libération de Brive, il était titulaire de deux diplômes de reconnaissance de la Nation au titre de la Résistance.

L'ANACR de Corrèze a aussi déploré la disparition de Raoul LAPACHERIE, décédé le 23 août 2019, qui était entré dans les «*légaux*» de la Résistance en 1943, et fut agent de liaison des maquis de Haute-Corrèze et Basse Corrèze-Dordogne. En juin 1944, il entra dans la Résistance active en Basse-Corrèze (Brignac), et participe à la prise du train en gare d'Ussac, puis à la Libération de Brive le 15 août 1944. Incorporé au 100^e R.I. à Tulle, s'engageant pour la durée de la Guerre (EVDG) au 126^e R.I. à Brive, il rejoint la 1^{re} Armée du Général de Lattre de Tassigny en Alsace. Ce sera ensuite l'Allemagne, la Forêt Noire et l'occupation outre-Rhin. Il sera démobilisé en décembre 1945.

Henri DELRIEU (Lot-et-Garonne)

Disparu le 28 octobre 2019, Henri Delrieu était né à Sauveterre-la-Lémance dans une

famille d'agriculteurs. Il continua ses études dans un collège de Marmande. Son engagement dans la Résistance commença en aidant le voisin de ses parents – qui avait été dénoncé – à déménager un dépôt d'armes. Henri avait alors 16 ans. Puis il fit la connaissance de M. Parrot, instituteur à Loubéjac, qui recrutait 25 jeunes de la commune de Sauveterre pour des missions de ravitaillement. Henri suivit une formation au maniement des armes, démontage et remontage. Il participa à la récupération de parachutages annoncés par la BBC en ces termes : «*Bois un coup et réfléchis*» = un parachutage... «*Bois deux coups et réfléchis*» = deux parachutages. Un parachutage comprenait entre 15 et 20 containers d'environ 250 kg chacun, avec des amortisseurs, tout était collé avec des pansements à l'intérieur. Les parachutes récupérés ont servi à fabriquer des tentes pour les maquisards. Le 15 août 1944, son groupe est envoyé pour préparer la libération de Cahors (seront faits prisonniers 28 «*Mongols*» et deux officiers allemands. Parrot décida de dissoudre son groupe, les jeunes ont eu le choix d'intégrer soit le groupe «*Soleil*» en Dordogne, soit le groupe «*Bayard*» à Blanquefort. Puis revenu à la caserne de Gourdon, on lui demanda de s'engager dans l'Armée mais comme il n'avait pas 18 ans, son père qui devait signer refusa ; Henri Delrieu reçut la Médaille d'ancien Combattant. Il participa au devoir de mémoire en allant dans les collèges vers les jeunes, pour leur expliquer ce qu'était la Résistance, et participa aussi à la création du Pôle Mémoire à la Gare de Penne.

Le Comité ANACR du Lot-et-Garonne a déploré aussi la disparition à 92 ans de Marc BERNADET, fidèle adhérent de l'ANACR et de l'AFMD.

Jean RENAUDIER (Bouches-du-Rhône)

Né en 1925, Jean Renaudier s'engagea jeune dans la Résistance urbaine à Marseille (sabotages, tractages), Il fut blessé dans une action contre les troupes italiennes, participant aux combats pour libérer la ville. Puis il rejoignit les troupes régulières dans la 1^{re} DFL. Adhérent de toujours de l'ANACR, il reçut le 7 avril 2017 la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur, venue s'ajouter à la Médaille Militaire, à la Croix de Guerre 39-45, à la Croix du Combattant Volontaire 39-45 et à la Médaille des Blessés de Guerre. Enseignant, il fut militant politique et syndical et adjoint au Maire d'Aubagne.

François BRAULT (Indre)

Né le 28 mars 1925 à Fonguénand (36) d'un père cultivateur et d'une mère institutrice, François Brault entra en Résistance au collège de la Châtre en avril 1942, éditant et distribuant des tracts. En 1943, il participe à des actions de sabotage, adhérant en novembre au Parti communiste clandestin. En 1944, il rejoint le maquis au bataillon FTP Indre-Nord. Lieutenant FFI, il est chargé de développer les FUJP, qu'il représentera au Comité départemental de Libération (CDL). Devenu après-guerre avocat, il apportera son concours à la défense des militants du PC algérien ou du FLN devant les tribunaux militaires de la Guerre d'Algérie. Ayant participé à la création du Barreau de la Seine-Saint-Denis, il prendra sa retraite en 1991. En 1998, il recevra la Croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Mon père a fait la guerre du Rif dans la coloniale en 1924, puis a été dans la Résistance au réseau F2. Il avait plein de jolies attestations de ses médailles et appartenances à la Résistance. Elles ont disparu quand ma sœur a hérité de sa maison. Où puis-je m'en procurer des copies ?

Contactez Daniel Yannick LAVENANT
30 Bd Henri IV. 75004-PARIS
Email : dyl11ave@gmail.com
Tél. : 01 74 30 25 69

J'effectue actuellement des recherches sur mon grand-père, Germain Augustin SUBRA, né à Béziers le 27-08-1895, commissaire divisionnaire de Toulouse à partir de 1942, mort en déportation le 5 (ou 8) mai 1945 à Mauthausen (Camp de Gusen II).

Mes recherches portent sur ses faits de Résistance et sur son rôle dans l'administration de Vichy. Après un séjour à la prison Saint-Michel de Toulouse, il a fait partie d'un convoi («le train fantôme») parti de Bordeaux le 9 août 1944 et arrivé à Dachau le 28 août. Il serait décédé le 8 mai 1945, d'après les registres de Mauthausen ; mais, une mention «décédé avant rapatriement» figure aussi sur ce registre...

Contactez Renaud SUBRA
Lieu-dit La Vicière. 33190 BOURDELLES
Tél. port : 06 89 14 62 70
Email : renaudsubra@gmail.com

J'ai entrepris de retracer les activités de mon père à Roanne pendant la période de décembre 1943-juillet 1944. Il était attaché au service de renseignements parachutistes britannique, dont la mission était de localiser des terrains d'atterrissage pour des opérations aériennes. Je crois savoir qu'il appartenait au groupe du capitaine Aucey (Pierre Berheim).

Son vrai nom était Robert André JONES, et j'essaie de trouver quel était son pseudonyme en ce temps-là. Il habitait chez M. Gustave Place, 2 Route de Commelle, Le Côteau (Loire) et aussi avec M. Maurice Forge, cottage Trianon, allée de la Libération, Riorges. Je serais très reconnaissante pour tout renseignement complémentaire sur les activités de ce groupe. D'avance merci.

Contactez Linda JONES
E-mail : linda@activeservice.co.uk

Etudiante en Master 1 cinéma et audiovisuel spécialité Didactique de l'image à la Sorbonne Nouvelle à Paris, j'effectue mon mémoire sur «Comment la jeunesse s'identifie, se regroupe et agit sous l'Occupation ?». Je suis activement à la recherche de témoignages et – surtout – d'archives cinématographiques sur cette jeunesse ; ici, je parle des 15-25 ans. Je recherche tout renseignement sur les groupements de Résistance (lycéens, universitaires...), je veux étudier tous les aspects de la jeunesse durant la guerre. Que ce soit des petits groupes pas connus mais qu'un témoin peut évoquer, des archives cinématographiques personnelles qu'on accepterait de me confier pour les étudier, des photos, des lettres, des messages codés...

J'ai vraiment besoin de cette aide. N'hésitez pas à me contacter sur «facebook : Emma malleret». Et si l'on a besoin de mon adresse postale pour m'envoyer une copie de quelque document, n'hésitez pas à me la demander. Je suis ultra-passionnée, et c'est pour cela que je dédie mon mémoire à cette période ;

tout sera gardé précieusement. Merci
Contactez : Emma MALLERET
Tél. port : 06 63 25 75 48
Email : emmamalleret@gmail.com

Je m'appelle Elena Sokolowski Barrón et suis Espagnole. Je recherche des informations sur mon grand-père, Pierre (Piotr, Peter, Pedro) SOKOLOWSKI (son second nom est BOGUSIEWICZ, qui ne sera utilisé qu'en Espagne). Nous savons qu'il était en France entre 1941 et 1944. De 1941 à 1943, il vécut au sein d'une famille qui l'avait accueilli à Saint-Émilien-de-Blain, en Loire-Atlantique.

Nous avons rencontré une membre de notre famille encore en vie qui nous a dit que mon grand-père avait l'habitude de marcher seul à travers la Forêt, et ce jusqu'à ce que les nazis arrivent au village ; lui et le curé de la commune s'échappant alors de Blain.

En 1943, nous ne savons pas comment et pourquoi, il se rend à Paris. Nous pensons qu'il souhaita rejoindre la Résistance. Plus tard, il sera tué alors qu'il tentait de passer la frontière espagnole ; ce qui nous conforte dans notre idée qu'il était en rapport avec la Résistance.

Qui pourrait nous parler de lui et des amis prêtres : Eugene Durand and Alojzy Misiak ? Ma famille et moi serions très reconnaissants pour toute aide nous permettant de recueillir des informations.

Contactez : Elena SOKOLOWSKI BARRON
Email : elena.sokolowski@gmail.com
Tél. port : 644 30 42 29

Je recherche des informations sur le passé militaire de mon grand-père, Paul-René PERROT, Combattant Volontaire de la Résistance, dans le groupe Verneuil, maquis des Iles Ménéfier.

Engagé volontaire en 1939. Décoré de la médaille militaire, Croix du Combattant volontaire, Croix du Combattant volontaire de la Résistance, Croix du Combattant, et commémorative 39/45.

Contactez SEBASTIEN PERROT
41 A, rue de la Piscine
L4772-PETANGE (Luxembourg)
E-mail : perrot@pt.lu

Pour une recherche historique, je suis à la recherche d'informations sur un couple de communistes juifs polonais qui ont été engagés dans la Résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale : Abraham ZACHARIASZ (figurait aussi en tant que David WIDE), né en 1898, et BELLA FINKELSTEIN (date de naissance inconnue, décédée à Auschwitz). Qui pourrait m'indiquer à quelles archives et/ou institutions, je devrais m'adresser à ce sujet ? Peut-être quelqu'un serait-il en possession de listes des combattants et d'informations qui confirmeraient leur présence dans la Résistance française ? D'avance merci par avance pour toute aide précieuse.

Contactez : Kasia KACZYNSKA
Tél. : + 485 07 00 64 02
Email : Kaczynska.kasia@gmail.com

Je recherche tout renseignement me permettant de mieux connaître les actions, missions et réseaux de Résistance auxquels a participé mon regretté grand-père le commandant Paul (Jules) BOURGEOIS, dans la région d'Aix-en-Provence et de Lyon secteur

15. Il a un dossier grp 16, mais aurait fait finalement bien plus que cela, à en croire des documents déjà en ma possession.

Contactez : Cedric PERRIN
62, route des Vallées. 74100-ANNEMASSE
Email : kaedrik12@gmail.com
Tél. port : 06 13 19 44 53

Habitant les Etats-Unis, ce qui complique mes possibilités de recherche, je cherche des renseignements sur un cousin de ma mère, Marcel FELIZARD, né le 19 janvier 1920 à Sainte-Hélène-sur-Isère (73460), fils de Léon Félizard et de Suzanne Félizard, née Girard. Marcel est devenu policier et a été affecté à Lyon où, parallèlement à son activité professionnelle, il rejoignit la Résistance. En 1943, sa famille a perdu tout contact avec lui et n'a plus – malgré de nombreuses recherches – jamais entendu parler de lui, ni pu faire la lumière sur son sort. La seule chose qu'il ait dite à sa mère, avant de partir était qu'il avait rejoint la Résistance ; et il a acheté une concession funéraire à perpétuité pour sa famille.

Nous avons découvert le mois dernier que Marcel avait fait partie du convoi I.234 du 29 juin 1944, au départ de Lyon. Arrivé à Dachau le 2 juillet 1944, il a été transféré au camp de Flossenbürg le 21 juillet de cette même année avant d'être ensuite envoyé à Leitmeritz, où il a dû certainement trouver la mort. Son numéro de prisonnier était le numéro 75860.

J'ai donc deux interrogations. Qu'a-t-il fait entre l'été 1943 et le 29 juin 1944 ? J'ai pensé au Maquis des Glières. Mais, après des recherches, je crois qu'il n'a pas fait partie de ce groupe d'infortunés maquisards.

L'autre question tourne bien sûr autour de sa disparition. Qu'est-il devenu ? Merci d'avance à qui pourrait m'aider.

Contactez Nelly SAIKI
E-mail : ksaik1@wi.rr.com

Mon oncle, Bernard KOOLMAN, a été curé dans les Yvelines. Pendant la guerre, il fut arrêté par la Gestapo et déporté à Natzweiler puis à Dachau, où il fut libéré par les Américains. Après la guerre, il était en possession d'un document officiel du gouvernement français, ce qui me fait supposer qu'il était ancien combattant, mais je n'en suis pas sûr.

J'essaie de reconstruire un peu sa vie. Qui pourrait m'aider dans mes efforts, me donner des renseignements ou me dire où en trouver ? Merci d'avance.

Contactez Patrick WIERCX,
EINDHOVEN, Pays-Bas
E-mail : p.wiercx@ed.nl

Je réalise des recherches sur mes arrière-grands-parents, Geneviève et Bernard PICOUAYS, qui avaient créé un noyau de Résistance à Miniac-sous-Becherel vers 1943-44. Ils ont caché et sauvé des parachutistes. Mon arrière-grand-père était instituteur et mon arrière-grand-mère s'occupait de la Poste et du secrétariat de mairie.

J'ai les témoignages de ma mamie, une de leurs trois filles est encore en vie et je souhaiterais accompagner ses témoignages de documents, archives, photos, registres ou autres. Qui pourrait m'aider ?

Contactez : Nolwenn LE BERRE
2 impasse de Park Lann. 29950-BENODET
Tél. port : 06 18 92 11 43
Email : leberrenolwenn@gmail.com

JOSEPH EPSTEIN

Bon pour la légende, lettre au fils

Suivi de **Ceux qui nous gouvernent**

Par Pascal Convert

Joseph Epstein fut arrêté le 16 novembre 1943 en bord de Seine, près de la Gare d'Evry-Petit Bourg, en même temps que Missak Manouchian avec qui il avait rendez-vous. Tous deux Résistants issus de l'émigration, polonaise pour Epstein, arménienne pour Manouchian, ils connaîtront le même sort tragique, étant, en même temps que d'autres combattants des Francs-Tireurs et Partisans, fusillés par les nazis au Mont-Valérien ; Missak Manouchian le 22 février 1944, Joseph Epstein le 11 avril suivant.

Pendant plusieurs décennies, si le combat de Manouchian et de ses camarades FTP-M.O.I. et leur martyre furent, par l'Affiche rouge – par laquelle les Occupants voulaient les désigner à la vindicte et qui au contraire les magnifia – et par le poème d'Aragon mis en chanson, connurent la gloire et la reconnaissance qu'ils méritaient, le rôle et le sacrifice de Joseph Epstein n'eurent pas la notoriété découlant de leur place dans l'Histoire.

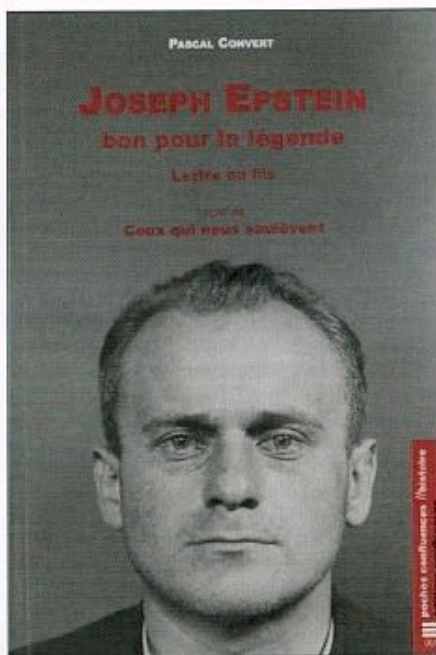
Cela souligne à cet égard l'importance de l'ouvrage que publia en 2007 aux éditions Seguer l'artiste plasticien, écrivain et réalisateur Pascal Convert «JOSEPH EPSTEIN, bon pour la légende, Lettre au fils» et que, en ces temps de 75^{es} anniversaires de la Libération et de la Victoire sur le nazisme, les Editions Confluences viennent opportunément de republier.

Un ouvrage qui est la rencontre entre les questionnements d'un fils, Georges Duffau, quant à la personnalité non seulement historique mais aussi humaine d'un père qu'il n'a pas connu puisqu'il fut fusillé au Mont-Valérien le 11 avril 1944, avec les réponses qu'au terme d'un long travail de recherches d'archives et de recueil de témoignages, en premier lieu de celles et ceux qui l'ont connu, Pascal Convert lui apporta, par ce livre mais aussi par un film sous ce même titre, «bon pour la légende».

Et l'on ne saurait oublier le rôle de la Préface de l'historien Serge Wolikow – dont la famille connut Joseph Epstein – qui met en perspective historique l'action de Joseph Epstein, directement impliqué dans ces grands moments de l'histoire française et mondiale : le mouvement ouvrier et l'Internationale communiste, la montée du fascisme et le combat antifasciste, la Guerre d'Espagne, la Résistance à l'Occupation nazie de la France...

Et Joseph Epstein fut, dès sa jeunesse dans sa Pologne natale puis après sa venue en 1931 en France, un militant de la Jeunesse communiste. À l'été 1936, il se porta avant même la formation des Brigades internationale au secours de la République Espagnole et sera gravement blessé à Iru. Revenu en France, rétabli, il retournera en janvier 1938 en Espagne, sera Commissaire politique des Brigades Internationales, combattra sur le Front de l'Ebre.

Engagé dans la Légion étrangère en 1939, fait prisonnier en mai 1940, évadé et de retour à Paris en décembre, ayant renoué le contact avec le Parti communiste clandestin, il va en devenir l'un des responsables de son combat armé contre l'Occupant : ainsi, sous le nom de «colonel Gilles», il sera en 1943 le chef de tous les FTP de la Région



parisienne, comprenant les F.T.P.-M.O.I. que commande Manouchian.

Ce qui fait aussi la richesse de cet ouvrage, c'est le parti pris de l'écrire «comme une lettre au fils», impliquant la prise en compte non seulement de la grande histoire mais de la vie d'un homme, Joseph Epstein, avec son épouse Paula et son fils, à qui il écrira une «dernière lettre» avant son exécution. Sa lecture achevée, Georges Duffau-Epstein écrira «J'ai maintenant un vrai père, comme tous les enfants et tous les hommes».

Le texte est suivi par «Ceux qui nous soulèvent» évoquant la vie et le sacrifice de neuf héros de la Résistance accompagné de photos de leurs enfants : Denise Bailly-Michels, fille du député Charles Michels, fusillé à Châteaubriant, Pierrette Legendre, petite-fille de Pierre Sémard, ancien secrétaire général du PC et secrétaire général des Cheminots CGT, fusillé à Evreux, Christiane Lauthelier, fille de Lucien Dupont, dirigeant de la J. C. Brigitte Decourdemanche, fille du philosophe Jacques Decour, Aurelia Mouedeb, fille de Robert Peltier, l'un des condamnés du Procès du Palais-Bourbon, Michel Politzer, fils du philosophe Georges Politzer et de son épouse Maï, Pauline Talens-Péri, fille adoptive du journaliste Gabriel Péri, tous cinq fusillés au Mont-Valérien, les cinq enfants d'Albert Chambonnet, chef régional FFI, massacré à Lyon.

Joseph Epstein bon pour la légende Lettre au fils suivi de **Ceux qui nous soulèvent**, par Pascal Convert. Avant-propos de Georges Duffau-Epstein et préface de Serge Wolikow. Edition augmentée, 404 pages, broché, collection Poches Confluences/histoire. Editions Confluences. Auprès du siège national de l'ANACR : 10 € + 7 € de frais d'envoi (chèques à l'ordre de l'ANACR).

75^E ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 15 €
Etranger 17 €
Abonnement de soutien 30 €
Le numéro 4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Charles SANCET

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n^{os} par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS